

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 14 juin 2018**

## CAUSERIE ET INFOS

A chaque fois que je voulais actualiser le portail ces derniers jours une nouvelle idée jaillissait, du coup j'ai passé beaucoup de temps à réfléchir, et le plus difficile ce fut de mettre cela au propre. Je n'actualiserai pas le portail aussi régulièrement, j'ai encore trop de choses à faire chez moi et personne ne peut les faire à ma place. Je crois qu'il y a matière à tenir pas mal de temps avec cette volumineuse causerie.

• [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

## Quelques réactions politiques.

1- Quelques réactions après avoir fait un tour d'horizon de l'actualité hier soir.

Le printemps est passé comme une lettre à la poste. Le président néonazi du parlement ukrainien parade à Paris, quoi de plus naturel. Il y a de quoi sabrer le champagne !

Macron ne loupe pas une occasion de faire savoir qu'il hait les pauvres... qui lui rendent bien. L'orgie des nantis peut continuer. La médiocrité s'invite ou s'infiltrer partout à vous en donner la nausée. Ils s'en vantent et il y en a qui les flattent pour faire partie de la cour. Ne les ignorons pas, méprisons-les, piétons-les, après tout ils doivent être là pour cela.

Visiblement, nous ne vivons pas dans le même monde, donc tenons-nous en à notre cause, il y a de quoi faire et ne jamais s'emmerder pour qui veut se rendre utile pour combattre le régime. C'est un appel à l'engagement politique, parce que cela fait aussi partie de la vie, de la société. Il y en a qui peuvent dire stop spontanément, et il y en a d'autres pour lesquels il faut plus de temps et ce sont les plus nombreux. Quand on a des principes ou des valeurs humanistes, on ne peut pas vivre dans leur monde, on ne peut souhaiter que qu'il disparaisse le plus tôt possible...

- Le nouveau service de vaisselle de l'Élysée aurait coûté... 500.000 euros - M6info

2- Quasiment toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, la plupart des syndicats, des dizaines d'associations liées au mouvement ouvrier appelle les travailleurs et jeunes à descendre dans la rue le 26 mai pour manifester leur rejet de la politique de Macron, soit entre 30 et 40 millions de personnes, et moins de 250.000 répondent présent, qui plus est un samedi, soit moins de 1%.

Que faut-il en déduire, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Vous savez ce que m'a répondu un militant, je vous le donne en mille, que les conditions objectives étaient mûres pour une révolution, je ne plaisante pas. Et bien moi, je pense exactement le contraire. Selon vous, qui de nous deux doit être proche de la réalité, celui qui part des faits ou celui qui fait dans le déni permanent ou qui refuse de les prendre en compte ?

Un truc qui n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

Lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, D. Gluckstein déclarera que «*les conditions objectives de la révolution mûrissent*».

(<http://www.luttedeflasse.org/brefpt07.htm> - 22 janvier 2008) j'avais ajouté le commentaire suivant : Tiens c'est étrange, je croyais qu'elles étaient mûres et qu'elles avaient commencé à pourrir, le capitalisme agonisant, cela vous dit sans doute quelque chose camarades.

Pendant des décennies, ils nous avaient tenus en haleine avec leur théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" sur fond de crise des institutions de la Ve République qui devait rendre l'âme dans les semaines à venir (Stéphane Just), on était au milieu des années 70, il y a un demi-siècle. L'arrivée au pouvoir de Mitterrand en mai 81, ainsi que sa majorité PS-PCF devait sonner le glas du régime. Tout le reste devait être à l'avenant jusqu'à nos jours. Je n'invente rien, ce sont les faits.

S'il y a 10 ans les conditions objectives n'étaient pas mûres, 10 ans plus tard on a comme l'impression qu'elles ont commencé à pourrir, et l'élection de Macron en est l'illustration.

Quelles sont les conditions objectives qui doivent être réunies pour qu'une situation devienne révolutionnaire? Et quelles sont les conditions subjectives qui doivent être réunies pour qu'elle se transforme en révolution prolétarienne ?

### **Les conditions objectives.**

- L'effondrement brutal du capitalisme jetant des millions de travailleurs à la rue... (En 2008, les oligarques nous ont fait le coup de la démolition contrôlée en fabriquant plus de 20.000 milliards de dollars... pour s'enrichir encore plus!)

- La guerre et ses conséquences insupportables. (Tandis que de nos jours la population vit en paix et n'imagine pas un instant ce que signifie la guerre, mieux ou pire, elle baigne dans une insouciance dopée par les guerres. Quand la guerre ravage un pays, elle n'épargne personne, et la classe ouvrière en est la principale victime.)

- La concentration du prolétariat industriel. (Depuis dispersé, disloqué, atomisé, délocalisé... Ce qu'il en reste compose l'aristocratie ouvrière ou bénéficie de privilèges que n'ont pas les autres travailleurs du secteur privé.)

- Les conditions de travail effroyables des masses. (Et des enfants, cadences infernales, journées de travail harrassantes. Ce qui a pratiquement disparu de nos jours ou n'a rien de comparable avec autrefois.)

- Les conditions d'existence épouvantables des masses, notamment d'habitation. (De nos jours cela concerne seulement environ 5% des travailleurs et leurs familles les plus pauvres. Mieux encore, un grand nombre de travailleurs qui ont un revenu modeste vont hériter de leurs parents un bien immobilier qui se chiffre au bas mot à plusieurs centaines de milliers d'euros s'il était situé en ville, moins évidemment s'il était situé à la campagne ou dans une petite commune de province ; une somme d'argent en espèce ou placée plus ou moins importante ; d'autres biens. Au passage, ce ne sera pas mon cas, sinon je m'empresserais de distribuer cet argent. Même mon terrain et ma maison ne sont pas à mon nom.)

- Etc.

### **Les conditions subjectives.**

- Il faut que la classe dominante ne puisse plus gouverner comme avant. (Ce n'est pas le cas en France, Macron incarne par excellence la Ve République ! En revanche la situation fut prérévolutionnaire en Grèce, en Tunisie, peut-être en Egypte. Ce n'est plus le cas dans ces pays.)

- Il faut que les masses ne puissent plus vivre comme avant ou qu'elles ne supportent plus de nouveaux sacrifices. (Ce n'est pas le cas des deux tiers ou plus des masses. Encore faut-il tenir compte de tous les revenus et de la composition des ménages ou contribuables comme l'on dit.)

- Sous l'effet de l'effondrement du capitalisme ou de la guerre, les masses se radicalisent et cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts. (Comme ni l'un ni l'autre ne s'est produit, il est à craindre que leur radicalisation ne soit pas orientée dans la bonne direction. Surtout chez les couches des classes moyennes les plus durement frappées qui peuvent se tourner vers l'extrême droite, les autres se sont tournées principalement vers Macron pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme ou la guerre va frapper violemment l'ensemble des masses, et que parmi les masses une minorité va se radicaliser aussitôt ou rapidement, mais contrairement à une période normale ou de paix, le reste des masses au lieu de faire preuve de neutralité envers le gouvernement et de le laisser s'attaquer si nécessaire à cette minorité ou de l'ignorer, elle va faire preuve de neutralité envers la mobilisation révolutionnaire de cette minorité avant éventuellement de la rejoindre plus tard, ce qui va permettre au processus révolutionnaire de se développer et de laisser entrevoir l'espoir qu'il soit mené à son terme ou que le régime soit renversé.

Donc, dans tous les cas de figure on part de la mobilisation révolutionnaire d'une minorité, qui selon les circonstances peut entraîner l'ensemble des masses au combat contre le régime ou au contraire, par leur passivité lui accorder un nouveau répit. Donc le fait d'être une minorité organisée n'est pas un problème en soi, car ce n'est même pas le facteur déterminant au début d'un soulèvement révolutionnaire, c'est l'état d'esprit des masses qui est l'un des facteurs déterminants, l'autre étant l'état du régime, des forces qui le soutiennent encore. Donc personne ne peut se substituer aux masses, pas même le parti, tout repose sur son niveau de conscience qui va déterminer son degré d'organisation à venir, qui va bénéficier à la construction du parti pour s'emparer du pouvoir pour les masses, car seule une force organisée peut venir à bout du régime, le renverser, les masses seules ne peuvent pas concevoir et atteindre cet objectif politique, dans le cas contraire cela se saurait et le régime aurait disparu depuis longtemps. Si on ne saisit pas le processus dialectique de la lutte de classes, on ne peut pas concevoir une stratégie de prise du pouvoir, or c'est notre seul objectif.

On peut reprendre une partie de ces éléments en les présentant autrement. On peut imaginer qu'une minorité prenne les armes et descende dans la rue. Si la majorité des masses n'est pas prête à les imiter, elle va se faire massacrer pendant que les masses ne bougeront pas. Mais imaginons maintenant qu'elle bénéficie de la neutralité bienveillante de la majorité des masses. Le gouvernement hésitera à mitrailler cette minorité armée, car il saura qu'aussitôt elle sera rejoint par des bataillons entiers de la classe ouvrière. Maintenant il peut ne pas avoir le choix et opter pour cette solution, auquel cas il va perdre le contrôle de la situation et il sera renversé. Prenons Macron par exemple, sur quelle force pourrait-il compter pour faire face à un soulèvement révolutionnaire armé, sur les CSP+ qui roulent en Mercedes, BMW ou Audi, combien seraient-ils à risquer leur vie ou de tout perdre inutilement face à 3 ou 5 millions de travailleurs déterminés à en finir avec le régime, même sur l'armée et les forces de police il ne pourrait compter entièrement.

Tout cela pour dire qu'une révolution prolétarienne est parfaitement possible et peut vaincre pourvu que les conditions soient réunies, et que notre unique tâche est de préparer les conditions pour qu'elle se réalise, sachant que parmi ces conditions il en manquera une, l'effondrement du capitalisme ou la guerre, et qu'il faut par conséquent combler cet handicap en élevant le niveau de conscience des masses à un niveau encore plus supérieur à ce qui serait nécessaire si toutes les conditions objectives étaient réunies.

Donc ce que je propose ici, c'est l'inverse de la passivité en attendant une guerre ou une crise dévastatrice du capitalisme qui permettrait enfin aux conditions objectives d'être mûres, et ce n'est pas non plus un appel gauchiste à l'insurrection sans tenir compte de la situation sociale et

politique. J'ai évoqué un handicap en parlant des conditions objectives qui ne sont pas mûres, en précisant qu'il n'était pas insurmontable, pourquoi ? Parce que même si les conditions des masses s'est énormément améliorées par rapport à autrefois, il n'en demeure pas moins qu'absolument personne ne peut décidément librement de son destin dans cette société tendant au totalitarisme. Le mode de vie qui est imposé à chacun des travailleurs est un élément objectif de la situation sur lequel on peut ou plutôt on doit s'appuyer si l'on veut vraiment venir à bout du régime et avancer vers le socialisme.

Je sais que c'est difficile d'aborder la situation sous cet angle-là, parce qu'on n'en a pas l'habitude, mais on n'a pas le choix. Je sais surtout que cela bouscule notre conception de la lutte de classe. Et bien, il va falloir l'expliquer encore et encore aux militants, qui rapidement se rendront compte que cet argument ou cette démarche, loin d'être révisionniste était plutôt révolutionnaire, parce qu'il est adapté à la situation tout bonnement.)

- De préférence un haut niveau d'organisation syndical et politique. (Ce qui n'est pas le cas en France. Le mouvement ouvrier est profondément divisé et pourri par le réformisme, le communautarisme, le corporatisme, sans oublier l'impérialisme.)

- Si l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire n'est pas obligatoire, en revanche il est indispensable pour renverser le régime (ce qui n'était pas forcément le cas autrefois, par exemple en février 1917 en Russie, quoique...) ou assurer la victoire de la révolution... (Il est inexistant, donc il y a tout lieu de s'inquiéter sérieusement pour la suite, c'est un euphémisme !)

En guise d'épilogue.

Au cours des jours précédents, à différents moments de la journée, j'ai enregistré quelques réflexions sur mon téléphone portable que je n'ai plus le temps d'insérer dans les articles que j'ai rédigés, je vous les soumetts pêle-mêle.

- Nos contradicteurs, qu'ont-ils retenu de la crise de 2008 ? Rien. Quel enseignement ont-ils tiré de la Grèce, des "révolutions" de couleur, des fleurs, etc. Aucun. Qu'ont-ils appris du 11 septembre 2001 et ses conséquences au Maghreb, au Moyen et au Proche-Orient, en Afrique, etc. Rien. Quelle leçon ont-ils tiré des conditions dans lesquelles Macron est parvenu au pouvoir ? Aucune. Qu'ils nous traitent par la suite de ce qu'ils voudront nous laisse totalement indifférent. A près de 40 ans d'intervalle, ils nous avaient averti que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand serait incompatible avec la survie de la Ve République, et voilà qu'ils viennent de nous refaire le coup avec Macron. Cela se passe de tout commentaire.

- Dans nos rangs, l'évolution de la situation rend certains neurasthéniques ou dépressifs, tandis que d'autres deviennent carrément hystériques ! Qu'ils ne nous en veuillent pas d'affronter la situation calmement, sereinement, lucidement. En vivant en Inde et en partageant la vie des ouvriers parmi les plus pauvres, cela vaut mieux.

- Pour être bref, on est passé d'un système économique où le capitalisme produisait des marchandises correspondant à des besoins, à un système économique où l'argent sert à faire de l'argent, et dans ces conditions tous les besoins sans exception doivent être livrés au marché et à la spéculation, au casino de la finance. On a donc basculé dans un autre modèle de société, plus inhumaine encore, plus avide, mercantile, rapace, brutale, violente, vénal, sordide, cruelle. Et on a continué d'entendre les mêmes discours.

On est passé de la domination de l'industrie à la fusion de l'industrie et la finance, puis à l'hégémonie de la finance, et pour finir, par son emprise totale sur l'économie. Et on est en train de passer de l'impérialisme, qui date de la fusion de l'industrie et la finance au tournant du XXe siècle, au totalitarisme au tournant du XXIe siècle une fois achevée l'emprise de la finance sur l'ensemble

de l'économie. De l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui se caractérisait par des périodes de guerre et de paix, de crise ou de dépression et d'expansion, on est passé au totalitarisme stade suprême de l'impérialisme qui rime avec le chaos, la guerre et la barbarie permanente. Et le plus grave, c'est qu'il sape à terme les bases du capitalisme, donc du socialisme, ce qui nécessite de notre part de modifier notre stratégie.

3- Nos ennemis ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

En réalité, nous aurions dû modifier notre stratégie depuis un an, depuis l'élection de Macron, peut-être depuis bien plus longtemps, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question. Laissons cela de côté provisoirement et concentrons-nous sur la situation actuelle.

Depuis que Macron est le nouveau locataire du Palais, les rapports entre les classes, les partis et les institutions ont été modifiés, on devrait plutôt dire que son élection fut le produit de ces modifications qui ont pris forme sous le mandat de Hollande. Et comme Macron a été porté au pouvoir par une poignée d'oligarques, c'est à la fois contre Macron et l'oligarchie que l'on doit axer notre politique sans négliger les institutions de la Ve République.

En ciblant Macron, on vise à la fois l'oligarchie qu'il incarne et le sommet des institutions, et en ciblant l'oligarchie, l'industrie financière, on vise Macron et on s'attaque au capitalisme puisqu'il est passé entièrement sous sa tutelle. Mieux encore, on fait d'une pierre, non pas deux coups, mais trois, car en s'attaquant à l'oligarchie on s'attaque également aux médias qu'elle possède ou contrôle.

On doit exiger son expropriation sans indemnité, la suppression des subventions que l'Etat verse à tous les médias dont ceux qu'elle contrôle et qui constituent les instruments les plus puissants dont elle dispose après l'argent pour mener son offensive contre la classe ouvrière ou tenter de conserver le pouvoir... Au-delà, décréter hors la loi les gangsters ou prédateurs du CAC40, la Bourse, réaliser la socialisation de toutes les banques et institutions financières privées, rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, etc.

Cette orientation politique présente l'avantage de s'attaquer à la capacité de nuisance de l'oligarchie sur les plans économique et médiatique ou de la communication. Chasser Macron s'impose dès lors naturellement, ainsi que l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République qui servent uniquement à légitimer le modèle de société totalitaire qu'ils veulent nous imposer.

Il faut voir comment peut s'articuler le combat contre Macron, l'oligarchie, les médias et les institutions de la Ve République. Si le lien qui existe entre ces quatre facteurs apparaît clairement, en revanche reste à expliquer pourquoi, pour mettre en lumière leur stratégie commune qui correspond à des intentions ou objectifs inavouables ou que la majorité ignore, en dernière analyse leur idéologie, dont ces quatre facteurs sont des représentations politiques.

Macron ment, les oligarques mentent, les médias mentent, les parlementaires mentent, ce qui signifie qu'ils ont quelque chose à cacher, et ils mentent encore quand ils nient les liens qui existent entre eux. Pourquoi ? Pour que les travailleurs ignorent ce qui se trament dans leur dos de manière à ce qu'ils ne puissent pas s'y opposer, car on ne peut pas combattre efficacement un ennemi quand on ignore ses réelles intentions.

Notre objectif est de saper les bases du régime, cela peut paraître modeste, mais personne aujourd'hui n'a les moyens de se fixer un objectif plus élevé. Cette démarche consiste à s'adresser aux travailleurs afin de les amener à rompre avec le régime, à les aider à lever les obstacles qui les en empêchent, à faire en sorte que dans le cadre de la lutte des classes ils puissent surmonter les handicaps qui jusqu'à présent les retiennent de passer à l'action ou de s'organiser, ce qui ne

signifie pas qu'ils descendront demain dans la rue, mais on peut se dire raisonnablement que le jour où ils décideront d'agir, plus rien ne les retiendra pour se lancer à l'assaut du régime.

A ce stade, nous n'avons rien d'autre à proposer aux travailleurs qui vont partager nos idées, que les prendre en charge eux-mêmes en s'associant à notre combat, de manière à ce que le plus grand nombre les partage en attendant des jours meilleurs, qui viendront forcément si on s'en tient rigoureusement à cette démarche. Plus nombreux seront les travailleurs qui seront convaincus que l'on peut changer de société ou procéder à un changement de régime, plus nous aurons de chance d'y parvenir, c'est élémentaire en somme, ce qui ne l'est pas, c'est déjà d'en arriver là.

Cela nécessite évidemment un long et patient travail d'explication qui rebute bien des militants habitués à balancer des mots d'ordre en croyant que les travailleurs vont s'y rallier spontanément, mais cela ne peut pas fonctionner compte tenu des obstacles que nous avons évoqués précédemment ou dont nous parlons ailleurs. Contrairement aux apparences, notre ennemi avance toujours masqué, alors si on se contente d'en rester aux apparences ou d'enfoncer des portes ouvertes, on n'arrivera jamais à rien.

#### 4- La naissance du totalitarisme.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir au début du XXe siècle, et il lui aura fallu attendre près d'un siècle supplémentaire pour l'exercer pleinement. Elle eut l'occasion de le tester à diverses reprises à l'échelle mondiale : en 1914, en 1929, en 1939, en 1971, en 2001, en 2008. Ne pouvant pas se soustraire au capitalisme, elle accompagnera et contrôla toutes ses crises intermédiaires. Elle créera une multitude d'institutions, dont les unes seront destinées à s'assurer la subordination des Etats, tandis que les autres seront destinées à coordonner son action dans toute la société pour asseoir sa domination, de manière à ce qu'elle devienne incontestée, sans rival pour la menacer, sa toute puissance étant alors totale, l'illusion de la démocratie cédant la place au totalitarisme.

C'est cette illusion qui fut mortelle pour nous, aussi devrions peut-être enfin essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé, pour ne pas périr sous les coups de ce nouveau régime encore plus impitoyable que le précédent.

Le capitalisme n'a jamais été compatible avec la démocratie, il en a toujours été le pire ennemi. Il se trouve que pendant sa période ascendante, il ne put se développer sans se passer du peuple, eh oui le peuple sans lequel rien n'est possible, aucun changement de régime ne peut être envisagé ou se réaliser ! C'est cela qui donna l'illusion d'un régime démocratique que l'on qualifia de bourgeois, de républicain, de laïc, d'indépendant, parce qu'il avait besoin de la participation du peuple et que le peuple progresse, s'instruise, soit en meilleure santé, etc.

Il n'y avait rien de philanthropique dans son attitude, ce qui n'a pas empêché de lui prêter des vertus innombrables, de manière à camoufler ses réelles intentions sordides ou inavouables. Le capitalisme eut recours à la guerre et maintenant au terrorisme. Il a franchi un cran de plus dans la barbarie en la mettant en scène, de sorte que tout le monde puisse en profiter, en partager les conséquences à des degrés divers pour marquer profondément les esprits, et les orienter dans une direction bien précise. A suivre.

#### 5- Ils ont de la suite dans les idées....

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

LVOG - Les deux. Ceci dit, s'ils avancent dans cette voie, rien ne dit qu'ils y parviendront, le soulèvement des peuples pourrait conduire au contraire à une République sociale universelle, mais il faut admettre que de nos jours plus personne n'y croit tellement nous en sommes éloignés. Pour autant cela demeure notre objectif politique...

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés."

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

LVOG - Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante. Dans une précédente causerie j'avais indiqué qu'au lieu de parler de société développée à propos de la société occidentale on ferait peut-être mieux de parler de société sophistiquée, puisque finalement les hommes ne sont manifestement pas aussi développés qu'on voudrait nous le faire croire, en réalité ils demeurent profondément inconscient ou ignorant de la société ou le monde dans lequel ils vivent, toutes classes confondues...

- Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et l'industrie privée me semble l'entité adéquate pour le faire. David Rockefeller

LVOG - L'industrie privée... financière, cela allait de soi pour un banquier...

- « La négation de l'idée industrielle est la spéculation. » Henry Ford

LVOG - Il ne croyait pas si bien dire. Complétons, la dictature de la finance devait même être à terme la négation du capitalisme...

- Les banquiers américains ont prêté des sommes considérables à Hitler qui les a remboursés en pillant l'Europe. Ces mêmes banquiers ont continué à s'enrichir en accordant des emprunts pour la reconstruction l'Europe dévastée d'après guerre. (Un juriste américain)

LVOG - Cela ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire évidemment. Ils ont financé les différents belligérants qui se sont affrontés au cours des guerres mondiales de manière à réaliser des profits des deux côtés. Ils étaient à l'origine de ces deux guerres qui leur ont permis d'accroître considérablement leur fortune et leur pouvoir au détriment des Etats qui étaient leurs débiteurs... et le sont restés depuis.

- La fortune des 3 individus les plus riches de la planète est supérieure au PIB des 48 pays les plus pauvres (600 millions de personnes).

LVOG - On ne peut pas s'empêcher de se dire que c'était leur objectif et qu'on est passé totalement à côté...

- « Une poignée d'hommes parvient à s'enrichir simplement en prêtant attention aux détails que la plupart des gens négligent. » (Henry Ford)

LVOG - Effectivement, nous avons fait preuve d'une négligence inexcusable que nous refuserons d'admettre, et qui tourne de nos jours au crétinisme le plus pitoyable qui soit...

Dans le même registre ou quand l'écologie affâme les peuples !

- Un plein de 50 litres de bioéthanol correspond à 250 kg de maïs, de quoi nourrir une personne pendant une année. (lu dans un blog dont j'ai perdu l'adresse)

LVOG - La recherche du profit à tout prix dans le domaine du commerce des denrées alimentaires conduit à faire voyager des marchandises fragiles et périssables d'un bout à l'autre d'un pays, d'un continent, de la planète avant d'atterrir dans notre assiette, de sorte que celles qui pourrissent entre temps sont supérieures en volume aux besoins alimentaires de l'humanité toute entière. On pourrait peut-être parler d'obsolescence alimentaire programmée...

### **Parole d'internaute et exercice de ventriloques.**

LVOG - Quelle originalité de nous expliquer qu'il faut faire avec ce qu'on a finalement, par manque de courage, de volonté, de conviction, d'idéal.

Ils tiennent en permanence un double langage en affirmant par exemple, qu'ils ne peuvent pas rompre avec l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans y demeurent attachés, et ils ne peuvent pas soutenir ouvertement l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans ont décidé de rompre avec cette institution.

Voilà pourquoi leur position consiste à rompre sans rompre avec l'UE, à vouloir conserver l'UE mais à condition de la réformer, ce qui ne leur coûte rien puisqu'ils ne sont pas près de parvenir au pouvoir, jamais peut-on prédire sans prendre le moindre risque. Et c'est là dessus qu'ils jouent pour se faire passer pour des opposants et tromper ceux qui sont sensibles à leurs discours populistes. Et pendant ce temps l'UE va continuer d'exister.

Et alors direz-vous, vous voilà bien avancé après ce constat. Ce que vous venez de nous raconter, nous le savions déjà ou cela ne sert à rien. Détrompez-vous, on avance. Comment cela, soyez plus clair. Patience, on y vient. On est bien d'accord que l'UE va continuer d'exister, n'est-ce pas ? C'est bien le cas ce lundi 11 juin 2018 à 11h42 et ainsi de suite.

On a vu que les discours de ces beaux parleurs et ces philistins eux-mêmes ne servaient finalement strictement à rien, sinon accompagner l'application des directives de l'UE. Ils ne veulent pas rompre avec l'UE, chacun l'a bien compris, donc ils légitiment l'existence de l'UE. Cela vaut pour les institutions de la Ve République, évidemment ou encore le capitalisme.

On aura compris qu'ils ménageaient selon eux l'UE et la Ve République, le régime, pour ménager leurs troupes, leurs lecteurs, pour continuer d'être invités sur les plateaux de télévision, de passer à la radio ou de bénéficier généreusement de tribunes dans les médias des oligarques, sans lesquels on n'entendrait pas parler d'eux ou ils n'existeraient pas.

Maintenant, imaginons un instant qu'ils adoptent une position inverse ou opposée, qu'ils rompent résolument avec l'UE et la Ve République, le régime, cela changerait quoi ? Rien, hormis que du jour au lendemain ils seraient bannis de la télévision, de la radio et de la presse écrite, et ils perdraient une partie de leurs partisans, ceux solidement enchaînés à l'UE, à la Ve République et au régime, mais ils gagneraient de nouveaux partisans parmi ceux qui ont décidé de rompre avec l'UE et la Ve République, le régime, ce qu'ils perdraient en éclairage médiatique, ils le gagneraient en crédibilité au sein du peuple travailleur, et c'est là qu'on s'aperçoit que cela ne les intéresse pas du tout, que cela n'a jamais été leurs objectifs de rompre avec le capital et ses institutions et de se donner les moyens de réaliser cette rupture en se tournant vers les masses révolutionnaires.



Autrement dit ou en guise de conclusion, ils se sont fondus dans les institutions du capital d'où les masses sont exclues et pour cause, puisqu'elles ont été fondées par et pour servir les besoins des capitalistes ou l'oligarchie, et il leur est impossible d'envisager de les affronter frontalement, de rompre avec elles pour refonder la société sur d'autres bases. Leur politique et la perspective qu'ils nous proposent, consiste à perpétuer l'ordre établi en l'aménageant pour que la classe dominante demeure au pouvoir, tout en faisant en sorte qu'il soit plus supportable pour les classes dominées, excluant tout changement de régime, tout changement radical de société.

Ces gens-là sont des filous, des intellectuels fort malhonnêtes, des scélérats selon moi parce qu'ils trompent sciemment militants ou travailleurs, parce qu'ils savent pertinemment tout ce que vous venez de lire. Ils jouent sur les intentions que les militants ou les travailleurs leur prêtent. Ils tiennent un double langage de sorte que chacun croie y trouver ou entendre ce qui lui convient, c'est de la démagogie pure, c'est du domaine de la manipulation des esprits.

Maintenant ils sont confrontés à un problème incontournable qui à l'arrivée va les broyer, comme il a broyé le PS et le PCF. Leurs semblables sont parvenus au pouvoir en Grèce, et vous avez observé ce que cela a donné. En France, ils n'en sont pas encore là et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, mais ils sont confrontés à la même contradiction, à la même menace, et plus leur audience augmente, plus cette contradiction devient explosive, plus cette menace se précise, d'où leurs incessants tournants à droite ou à gauche, histoire d'en conserver le contrôle.

En permanence, au lieu de représenter clairement une politique, ils cherchent à incarner deux politiques fondamentalement irréconciliables ou s'excluant mutuellement, ce qui a pour unique effet d'alimenter la confusion ambiante et de renforcer l'idée que la situation serait inextricable ou sans issue politique, ce qui ne peut que profiter au régime.

Et la meilleure, c'est qu'ils en ont parfaitement conscience, ils le disent eux-mêmes

Pour se justifier, ils sont assez tordus pour expliquer que s'ils tenaient un discours radical, ils ne pourraient plus jouer leur rôle de pédagogue auprès de la plèbe qu'ils estiment bénéfiques, ils seraient marginalisés ou ils disparaîtraient de la scène politique, illustrant à leur manière ce que j'ai affirmé précédemment. Ils partent du constat qu'étant donné le niveau de conscience politique très bas des travailleurs, ils ne seraient pas en mesure de comprendre un discours résolument radical tourné contre le régime. Il faudrait donc les aider à progresser étape par étape et ainsi de suite, sans qu'on sache combien d'années, de décennies ou de siècles cela pourrait prendre avant qu'ils soient fins prêts à saisir leur prêche radical.

Pendant ce temps-là les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires et la vie continuerait comme avant, les générations passant, il faudrait chaque fois reprendre à zéro ce travail pédagogique, bref, autant abandonner tout de suite l'idée de changer un jour la société ou le socialisme.

Nous rejetons catégoriquement cette stratégie, en revanche nous conservons sa méthode.

On a bien compris que ces affairistes ne pouvaient vivre autrement que sous la lumière (bannière) médiatique, et qu'être réduits à une infime minorité qui ne représentait rien d'autre qu'elle-même leur était insupportable. Donc il leur fallait sans cesse s'ouvrir à des idées qu'ils prétendaient ne pas partager ou carrément opposées aux leurs, idées et personnes avec lesquelles ils pouvaient cohabiter, histoire de donner l'illusion d'augmenter leur surface ou influence politique, ne reculant devant aucun procédé pour y parvenir, par exemple en acceptant de participer à des émissions de BFMTV dont chacun sait les téléspectateurs sont résolument à droite, voire d'extrême droite (ultra libérale ou néolibérale), dernièrement le torchon de Drahi, Libération, a accordé gracieusement 6 pages à Mélenchon pour racoler ses lecteurs qui ne sont pas vraiment de farouches opposants au

régime, auquel cas ce papier hygiénique disparaîtrait, bref, ils brassent très large et pas vraiment en direction des masses.

L'audience que leur accorde les médias consiste à faire croire ou à renforcer l'idée trompeuse auprès de la plèbe, qu'ils représenteraient l'opposition à Macron et à sa politique, de sorte que les travailleurs et les militants adhèrent à leur politique ou se tournent vers eux, au lieu que leur attention se porte vers d'autres partis susceptibles éventuellement de leur proposer une autre politique. Laissons de côté les intentions par ailleurs malfaisantes des médias envers ces opposants officiels ou institutionnels.

Il ne nous viendrait pas à l'idée de les imiter, d'essayer de convaincre de quoi que ce soit un accroc de BFMTV par exemple. Et pour cause, nous expliquerions aux travailleurs et aux militants comment les tenants du régime s'emploient à les manipuler, à les conditionner pour qu'ils ne puissent pas se rebeller contre leur condition ou la politique ultra réactionnaire de Macron, pour qu'ils adoptent une attitude neutre ou passive après s'être convaincus qu'il n'existait pas d'alternative à la politique du gouvernement, au capitalisme et ses institutions. Nous profiterions de chaque aspect de la lutte de classes à laquelle nous participerions, pour leur expliquer comment ils s'y prennent pour qu'on subisse notre sort indéfiniment ou qu'on abandonne l'idée qu'il est parfaitement possible de changer de société, de changer de régime, et que la minorité qui s'adresse à eux, qui en a pris conscience est le meilleur garant qui soit que c'est réalisable, parce qu'elle a commencé à s'organiser sur cette base-là et aucune autre...

A la différence de ces Ruffin, Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc. nous assumerions être une minorité absentes des plateaux de télévisions ou de radios, de la presse oligarchique, nous assumerions ne compter que sur nos propres forces, nous assumerions de nous adresser uniquement à l'ensemble des travailleurs, au lieu de nous tourner vers les représentants du régime et d'attendre que ses porte-parole médiatiques nous témoignent une quelconque attention.

Pendant tout le XXe siècle deux conceptions de la lutte de classes se sont affrontées. L'une se situant sur le terrain de la classe ouvrière du marxisme ou du socialisme, l'autre sur celui du réformisme ou de la collaboration de classes. La première permit au prolétariat de parvenir momentanément au pouvoir en Russie entre 1917 et 1923-24, la seconde ne permit jamais à la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique ou de procéder à un changement de régime nulle part dans le monde.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, c'est la conception réformiste ou de la collaboration de classes qui fut adoptée par la totalité du mouvement ouvrier. Là aussi sous de multiples prétextes fallacieux il fut question de s'adresser au PS et au PCF, puis à des acteurs ouvertement étrangers au mouvement ouvrier, afin de rompre l'isolement de l'avant-garde, il fallait s'ouvrir, s'ouvrir encore et encore, vous connaissez la suite ou vous avez le résultat sous les yeux quotidiennement, un effroyable désastre politique.

Les véritables opposants au régime sont une minorité, une minorité éclatée, disloquées, en grand partie inorganisée, elle déborde la classe ouvrière et concerne également les classes moyennes. En réalité, elle est beaucoup plus nombreuse que ce que l'on croit habituellement, mais elle est réduite à la division et à l'impuissance pour avoir obstinément refusé jusqu'à ce jour de faire l'inventaire minutieux de la lutte de classe depuis les années 40 ou même depuis la période de l'entre deux guerres mondiales.

Et le temps passant, cela ne s'arrange pas vraiment, parmi les militants, de la confusion théorique on est passé au niveau théorique proche de zéro. Chacun veut avoir raison malgré tout, chacun a son bouc émissaire pour expliquer pourquoi nous en sommes rendus là. Pour les uns, ce serait la faute des appareils (du PS et du PCF, des syndicats), pour les autres, ce serait celle des travailleurs eux-mêmes, pour d'autres encore, ce serait celle du capitalisme qui recèlerait des

vertus ou des capacités cachées et pratiquement inépuisables, sans compter ceux qui mélangent les différentes versions, ce qui donne un nombre de chapelles innombrables qui passent leur temps à polémique à l'infini pendant que la situation pourrait littéralement sur place.

Nous excluons d'emblée les travailleurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas responsables des conditions qui leur ont été imposées dès leur naissance, sachant que par la suite tout sera fait pour qu'ils ne parviennent pas à en prendre conscience. Ajoutons que ces conditions évoluent ou ne sont pas exactement les mêmes selon les générations qui se succèdent, par exemple la société n'est plus tout à fait la même en 2018 qu'en 1975 ou en 1945.

Il reste les appareils pourris et le capitalisme.

Maintenant reste à savoir ce qu'on entend par les appareils et qu'est-ce qu'ils recouvrent, qui ou qu'est-ce qu'ils représentent. Quelles couches des masses organisent-ils ? Quel est leur degré d'implantation dans les masses ? Lesquelles sont-elles sensibles à leurs discours ? A quel niveau se situent les illusions des masses dans les appareils ? Comment ont-elles évolué ? Quels sont leurs rapports avec les institutions ? Quelle classe représentent-ils ? Quelle idéologie véhiculent-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Bref, quelle est leur véritable nature sociale ? Ils représentent les besoins de la classe dominante, ils sont fondamentalement réactionnaires, contre-révolutionnaires, anti-ouvriers, antisocialistes.

Quant au capitalisme, on ne peut pas l'aborder sans évoquer l'état de crise permanent qui le caractérise, et dans lequel il est entré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou l'avènement de l'ère atomique, sans y adjoindre le système financier mafieux qui tend pour cette raison à le supplanter afin de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si la structure de la société demeure identique avec ses classes dominantes et ses classes dominées, son mode de production basé sur les inégalités entre les classes, les rapports entre les classes sont dorénavant faussés du fait que les capitalistes et particulièrement l'oligarchie ne s'enrichissent plus seulement à l'issue du procès de production, depuis qu'ils se sont octroyés le pouvoir exorbitant d'augmenter leur fortune en se distribuant les sommes colossales d'argent qu'ils créent à partir de rien ou sans contrepartie, de sorte qu'ils se jouent des contradictions (et des crises) du capitalisme ou les contournent, tandis que leur puissance devient pour ainsi dire illimitée ou permet de tout acheter, en premier lieu le pouvoir politique, qu'ils n'ont eu aucun mal à conquérir compte tenu du degré de dégénérescence ou de corruption du mouvement ouvrier international réduit à l'impuissance ou inexistant même à ce niveau.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, faute de temps comme toujours.

Il y a là largement matière à réfléchir à la situation présente et passée, pour qui veut bien s'en donner la peine. N'espérez pas que ces "très grandes voix de notre époque" (Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc.) vous viennent en aide, et pas davantage nos dirigeants qui rejettent l'analyse qui vient de vous être proposée, c'est à vous et à vous seul de la pousser plus loin et d'en tirer les conclusions théoriques et pratiques qui s'imposent.

Ce qu'à mon avis il faut retenir ou d'où il faut partir, c'est que nous n'avons pas pris la mesure des transformations qu'a subi la société, de quelle manière elles se sont réalisées et dans quelle direction elles étaient orientées, quels en furent les principaux acteurs et de surcroît les bénéficiaires, sans oublier personne de préférence, car dans le cas contraire on ne comprendrait rien à rien, comment le mouvement ouvrier accompagna ce processus plus qu'il ne le combattit au point d'abandonner son objectif : l'émancipation du capital ou son abolition, son éradication de la surface de la planète.

La caractérisation et l'analyse du rôle des appareils du PS et du PCF furent erronées. On trouva le moyen de leur attribuer des vertus qui ne correspondaient pas davantage à celles que le capitalisme pouvait revendiquer.

Quant aux travailleurs, on leur attribua un niveau de conscience qui ne correspondit jamais ou presque à la réalité. On refusa de prendre en compte l'influence ou les conséquences qu'aurait sur eux l'amélioration de leur condition, on s'emploiera à le nier systématiquement, autrement dit on ignorera toujours ce qu'ils pensaient vraiment.

Certains en arriveront une multitude de fois à vouloir nous faire croire que la situation était mûre pour une révolution, qui finalement ne se produira jamais ni de près ni de loin, tout simplement parce qu'aucune condition objective et subjective n'était réunie. Et ce sont les mêmes, qui pendant des décennies nous ont fourni ou imposé leurs théories foireuses, qui récidivent aujourd'hui et voudraient en plus nous donner des leçons ou nous traitent d'ignare. Vous comprendrez pourquoi nous n'en tiendrons pas compte.

Il nous arrive tous de nous tromper, de ne pas avoir de réponse à une question, et cela arrivera encore et encore, le pire comportement consiste à refuser de l'admettre. Et bien, nos dirigeants sont ainsi faits, et ils ont fait de leurs disciples des fanatiques répugnants, irrécupérables, il y a tout lieu de penser.

Pour vous montrer que je ne raconte pas n'importe quoi, il y a quelques jours, un d'entre eux a été jusqu'à m'écrire que, ce qui figurait dans mon analyse (identique à ce que vous venez de lire) signifiait que j'accusais les travailleurs d'être responsables de la situation et que je ménageais les appareils, incroyable, n'est-ce pas ? On ne peut imaginer pire déni, pire mensonge. Alors quand ces mêmes militants prétendent que la situation serait révolutionnaire, patati patata, vous avez le droit d'en douter fortement.

### **En complément. Les brebis seront bien gardées...**

- Congrès CFDT : Berger garde la main et cherche un second souffle - Liberation.fr 7 juin 2018

A Rennes, au quatrième jour de leur congrès, les cédétistes ont consacré Laurent Berger. Seul candidat à sa succession, le syndicaliste a été réélu au bureau national du syndicat, jeudi, avec 94,42% de voix favorables. Avant d'être conforté à son poste, à l'unanimité et sous les applaudissements, pour un troisième mandat de secrétaire général. La veille, son rapport d'activité avait aussi été adopté par une large majorité. Soit, un score de 83,36%, à peine moins qu'en 2014 (85,88%). «Cela aura été un congrès pacifique», se réjouit une militante du secteur des services. Liberation.fr 7 juin 2018

### **Comment le citoyen s'est métamorphosé en consommateur tout au long du XXe siècle.**

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

- Propaganda – La fabrique du consentement, par Arte - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Source : Arte, Jimmy Leibold, 29-05-2018

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing,

Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

### **Commentaires d'internautes.**

#### 1- "nos démocraties occidentales"

Je vous en prie, il n'y a plus de démocratie en Europe de l'ouest et même peut être dans tout l'occident ! Un peuple désarmé intellectuellement par des décennies de propagande, des médias qui ne sont plus QUE des organes de propagande et de terrorisme intellectuel, nos enfants "pris en main" dès l'école, des modes de scrutin sans cesse modifiés, les lois liberticides, etc.....

En France, c'est Sarkozy et Fillon qui ont donné le coup de grâce à une démocratie déjà moribonde, en faisant adopter par les parlements réunis en congrès le projet de constitution européenne que les français venaient de rejeter par référendum Double TRAHISON, celle du chef de l'état et celle des parlementaires censés représenter le peuple

Nota : l'immense majorité du peuple s'abreuve aux sources empoisonnées des médias du Système, ne comptons donc pas sur une prise de conscience du dit peuple L'ignorance est bien l'ennemi du peuple mais.....le peuple ne le sait pas !.....

2- S'ils manipulent et mentent autant en nous faisant croire qu'il n'y aurait pas d'autre alternative, c'est que c'est leur seule façon de dominer; et donc : dès que le peuple cessera d'y croire, leur pouvoir cessera aussitôt.

LVOG- Pour quelle raison cesserait-il d'y croire ?

3- ... en 1914 il n'y a pas de peuple américain à proprement parler, mais des millions de migrants sans aucun lien entre eux. L'American way of life avec le lien entre capitalisme, consommation et produits états uniens inventé par le charlatan finit par devenir leur identité commune. Les limites de la propagande tiennent à cela: un peuple qui a une culture et des traditions fortes peut résister. Cela est valable aussi aujourd'hui.

LVOG- En France, en Europe, vous avez vu jouer cela où ? En Syrie, d'accord, mais il semblerait que les masses ne soient pas soumises aux mêmes conditions. Ceci explique peut-être cela, non ?

### **Réflexion que cela m'a inspirée**

Elle n'est pas belle la vie ! Question tabou. Mais d'où vient l'insouciance quasi générale à l'orientation de la société ? On nous rétorquera peut-être que c'est abusé de dire cela. En effet, les masses grognent, cela fait 40 ans qu'on entend dire que cela va péter, une simple réaction intestinale qu'on aura confondu avec une réelle prise de conscience.

Voilà ce qu'on peut dire pour situer à peu près le niveau de conscience politique de la plupart des militants que cela concerne également. Même que rien n'a changé sur ce plan-là, puisque j'en fis partie il y a un peu plus de 40 ans en arrière, lorsque j'abandonnai du jour au lendemain le

militantisme alors que j'étais un activiste acharné, d'où la conclusion à laquelle je suis parvenu bien plus tard, que je n'avais pas cessé de me leurrer sur mes réelles convictions. D'autres ont continué à militer, mais en abandonnant les aspirations révolutionnaires légitimes de leur jeunesse, ils ont été récupérés par le mouvement ouvrier qui avait déjà adopté depuis de longues années une orientation réactionnaire, et leurs aspirations révolutionnaires ne devaient plus figurer que sous la forme creuse de dogmes.

Quand on est jeune, on peut être amené à se rebeller contre le mode de vie que la société veut nous imposer. Ce mode de vie est détestable, on l'avait déjà pressenti tout petit lorsque déjà elle nous imposait de multiples contraintes que l'on estimait inhumaines, comme se lever à l'aube pour aller à l'école alors qu'on avait encore envie de dormir. Plus tard, à l'adolescence ou devenu un jeune adulte, on allait arriver à la conclusion qu'il fallait foutre en l'air cette société qui ne correspondait pas du tout à celle dans laquelle nous aurions voulu vivre. Puis, une fois qu'on eut rejoint le monde du travail, on allait être entraîné à reproduire à notre tour ce mode de vie épouvantable, pour finalement nous y adapter, pire, nous en accommoder. L'idée qu'on devrait travailler beaucoup moins, peut-être 25 heures maximum par semaine, quatre mois par an par exemple, nous sortira totalement de l'esprit, on s'estimera heureux d'avoir des horaires flexibles ou de travailler une heure en moins par semaine... en passant plus de temps dans les transports ! Et tout le reste sera à l'avenant.

On sera heureux de partir à la retraite à 60 ans au lieu de 65, alors qu'à 60 ans on est déjà usé depuis longtemps, j'ai 62 ans. En fait, c'est dès 45 ou 50 ans maximum qu'on devrait cesser de travailler, tout du moins en régime capitaliste, car sous un régime socialisme on s'arrangerait autrement, personne ne serait voué à des travaux de forçat pendant des décennies qui vous usent prématurément ou vous handicapent à vie, je pense aux ouvriers qui travaillent en usine ou sur les chantiers, à tous ceux qui doivent se dépenser physiquement du matin au soir et qui sont épuisés à la fin de leur journée de travail ou même avant généralement.

Le capitalisme nous impose un mode de vie inhumain pratiquement dès notre naissance, je n'exagère rien, par exemple lorsque le bébé doit être séparé prématurément de sa mère qui doit reprendre son travail, il en sera marqué à vie. Et je ne parle pas des drames familiaux dont il est responsable, qui brisent des millions de vie ou pourrissent la vie de ceux qui ne peuvent plus se sentir mais qui malgré tout ne se séparent pas, quel cauchemar au quotidien !

Dans ce domaine comme dans tous les autres on va continuer à vivre hypocritement, au point que les idées révolutionnaires qui avaient jailli dans notre tête au cours de notre jeunesse nous apparaîtront extravagantes, d'autant plus qu'on s'en est éloigné.

On s'est si bien fondu dans cette société ou on en a tellement adopté les codes ou les normes, qu'ils nous paraissent naturels, normaux, et ce qui ne l'est pas dorénavant c'est justement de vouloir les changer, les bazarder, parce qu'ils nous servent de repères, on n'a jamais connu rien d'autres, on se sent en sécurité dans cette camisole de force qui nous étouffe littéralement.

Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

J'ajouterai un petit mot personnel.

J'ai constaté que dans la vie on ne pouvait parvenir à rien sans prendre des initiatives et des risques. Or, c'est ce qui rebute la plupart des gens, donc il n'est pas étonnant qu'ils ou qu'on n'arrive à rien.

**Parole d'internaute qui illustre ce qui vient d'être évoqué.**

- "Opposer les pro et anti-Bruxelles est étrange dans la perspective d'élections européennes. Mettre F. Ruffin, auteur de "Faut-il faire sauter Bruxelles ?", dans le panier des "pro", est franchement incompréhensible. Il ne remet pas en cause la légitimité du flic de Bruxelles, la financiarisation ?! A ce compte, vous ne trouverez pas beaucoup de compagnons de route pour accomplir vos objectifs politiques... Je vous rappelle que, même en Italie, ni Lega ni M5S ne sont disposés à sortir de l'eurozone... Je vous conseille plutôt de rester parmi nous, et de comprendre que nous pouvons rester solidaires sur les fins tout en divergeant sur les moyens. La sortie sèche de l'UE est l'unique moyen dans l'esprit formaliste du juriste, sans doute, mais les problèmes ne trouvent pas toujours leurs solutions par le droit."

- "«L'esprit formaliste du juriste»: peut-être, mais voilà précisément ce qui caractérise l'État de droit. Et l'Union européenne est d'abord une construction juridique. Le droit est un bouclier, comme j'ai pu m'en rendre compte lors de la crise traversée par une association dont j'étais membre, au règlement général hyper tatillon, qui s'est avéré indispensable pour régler ladite crise. Le droit s'oppose à la loi de la jungle. Le droit, certes, est aussi une arme de domination, quand il est instrumentalisé par une minorité soucieuse d'asseoir son pouvoir. L'Union européenne est une construction juridique fondamentalement antidémocratique au service de l'oligarchie financière, soigneusement verrouillée pour n'être pas réformable (article 48 du traité sur l'Union européenne).

Si vous croyez que l'on rester dans ce cadre pour refonder la construction européenne, c'est, je le crains, que vous n'avez pas lu les traités ni compris de quel bois étaient faits nos « partenaires européens », à commencer par la République fédérale d'Allemagne, où le droit régit tout."

LVOG - Il ne faut surtout pas rompre avec la Ve République, avec l'UE, avec le capitalisme, l'Otan, etc. par crainte de leurs réactions violentes...

Ces gens-là ne veulent pas les affronter, cela vaut pour tous ceux qui sont sur la même ligne.

### **En famille. Délateur.**

- Pavageau (FO) met en garde contre une dérive vers la "radicalité" - AFP 10 juin 2018

Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, a mis en garde dimanche le gouvernement contre une dérive vers la "radicalité" des salariés et des mouvements sociaux, faute de négociations, estimant qu'il prenait là une "responsabilité historique".

Evoquant dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter/franceinfo/France2 les grévistes de la faim de l'hôpital psychiatrique de Rouen, qui ont mis fin vendredi à leur mouvement entamé le 21 mai après avoir obtenu la création de 30 postes, M. Pavageau s'est indigné qu'il faille "en arriver à cette radicalité de faire une grève de la faim pour obtenir 30 postes, ce qui ne répond même pas aux besoins".

"Nous avons un problème de méthode", avec des passages "en force sans écouter", a dénoncé le numéro un de FO.

Dans ce contexte, "il faut qu'on fasse très attention à ce qu'on ne pousse pas les personnels, les salariés, à une forme de radicalité en leur refusant la négociation et la discussion".

Autrement, le résultat, selon lui, c'est que "la prochaine fois", ce ne sera "pas une mobilisation traditionnelle puisqu'on refuse la négociation". "La prochaine fois, ce sera insurrectionnel", a-t-il averti.

"Le gouvernement est en train de prendre une responsabilité historique que de ne pas entendre les contre-poids et de refuser de négocier" avec les organisations syndicales, a souligné M. Pavageau, selon qui le gouvernement "pousse" aussi le patronat à ne pas négocier".

"Ca, démocratiquement ça va se payer. C'est extrêmement dangereux", a-t-il ajouté. AFP 10 juin 2018

LVOG - Une menace plane sur le régime et il le regrette, au moins on sait dans quel camp il combat...

Sur le plateau de Questions politiques franceinfo/FranceInter/France2.

Pour lui, le plan pauvreté doit être "cohérent avec d'autres mesures". Il a notamment cité la "juste répartition de la richesse produite". "Il faut qu'on sorte de la logique aujourd'hui, dans nos entreprises du CAC 40, où lorsque vous avez 100 euros de profit, 67 vont sur les dividendes et seulement 6 sur les salariés". AFP 10 juin 2018

Il a raison, ce sont vos entreprises...

### **Heil ! Totalitarisme en famille. La banalisation du fascisme en France.**

**- Scandaleux : le fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda reçu à l'Assemblée et au Sénat ! - Les-Crises.fr 9 juin 2018**

Nous avons plusieurs fois parlé sur ce site d'Andrei Parouby, le cofondateur en 1991 du parti fascisto/néo-nazi ukrainien, au nom édifiant de "Parti Social-Nationaliste d'Ukraine" (devenu "Svoboda" en 2004).

En 2016, la majorité des députés ukrainiens a trouvé que ce Parouby présentait un excellent profil, et l'a élu Président du Parlement (ce qui en dit long sur la classe politique actuelle de ce pays) (wikipédia)

Seulement voilà, on apprend que Parouby va être reçu apparemment ce dimanche et ce lundi à l'Assemblée Nationale par François de Rugy, puis au Sénat par Gérard Larcher. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Question : Comment peut-on siéger dans de telles institutions, la Ve République ?

### **Commentaires d'internautes.**

1- Après la visite triomphante à l'Élysée d'un chef d'état colonial qui vient de faire assassiner plus de 50 civils et blessé grièvement plus de 1500 par des snippers après la légion d'honneur remise à un prince moyen-âgeux génocidaire plus rien ne m'étonne de la part de ces centro-fascistes euroïnomanes.

2- Personne ne se mettra à dos Israël sans être traité d'antisémite, donc tous les états atlantistes cirent les pompes du gouvernement israélien quelle que soit son action. Quand à l'Arabie saoudite, il s'agit d'un allié stratégique au moyen-orient, pétrole, dollars, armes

L'humanisme, la paix dans le monde, les droits de l'homme, c'est juste pour la TV. Ça n'a jamais guidé la géopolitique, sauf pour justifier la nécessité d'une guerre...

3- Pour les citoyens informés et conscients, cette visite sera une bonne nouvelle, car éclairante: le discours occidental (et notamment français) sur la démocratie, les droits de l'homme, la



xénophobie, le “plus jamais ça”, c’est décidément du pipeau. Certains ont été convaincus de voter Macron pour “faire barrage” au fascisme qu’aurait représenté MLP, et nous avons la preuve qu’il s’agissait d’une piètre (mais victorieuse) manœuvre électorale. Reconnaissons que M. Parouby ne représente aucun danger pour le pouvoir des oligarchies mondiales et l’empire atlantique, ni à fortiori pour leurs si peu recommandables alliés du Golfe. Disons qu’il fait partie de la famille. On ne choisit certes pas sa famille, mais les “grands médias” l’ont fait pour nous en propulsant M. Macron. Pas de doute, on est bien gouverné!

4- Il n’y a pas lieu de s’étonner. Fidèle à lui-même année après année, l’Empire refuse tout simplement de condamner le nazisme. Reprenons donc contact avec la réalité: la progéniture la plus chère du capitalisme impérialiste a encore et toujours pour nom «fascisme » et « nazisme ».

#### **- Le Congrès à Washington: opposez-vous au négationnisme de Kiev et de Varsovie - Les-Crises.fr 11.06**

Source : The Times of Israël et Jewish Telegraph Agency, le 25 avril 2018.

Plus de 50 membres du Congrès américain ont signé une lettre bipartisane appelant le Département d’État à prendre position contre la négation de l’Holocauste et l’antisémitisme soutenu par l’État en Ukraine et en Pologne.

La lettre, datée de lundi et adressée à John Sullivan, le secrétaire d’Etat adjoint, a été rendue publique mercredi. Les représentants démocrates Ro Khanna de Californie et David Cicilline de Rhode Island ont co-rédigé la lettre.

Les membres du Congrès notent que les évolutions en Pologne et en Ukraine font suite à « une augmentation de la glorification des responsables de l’ère de l’Holocauste à travers l’Europe, y compris la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et les Etats baltes. C’est une tendance troublante qui doit susciter une forte réaction de notre gouvernement. » Les-Crises.fr 11.06

#### **- Ukraine : Éloge d’Hitler et salut nazi avec ses élèves - Les-Crises.fr 11.06**

Source : Times of Israël, le 24 avril 2018.

Une enseignante d’une école publique en Ukraine aurait posté des voeux d’anniversaire à Adolf Hitler sur Facebook et aurait appris à ses élèves le salut nazi.

Marjana Batjuk, qui enseigne dans une école de Lviv et qui fait également partie du conseil municipal de la ville a publié ces voeux d’anniversaire le 20 avril, date de naissance du leader nazi, a expliqué à JTA Eduard Dolinsky, directeur du comité juif ukrainien, qui a qualifié cet incident de « scandale ».

Batjuk a également fait rencontrer à certains de ses élèves des militants d’extrême-droite qui, durant le week-end, ont défilé le long des rues de la ville en arborant l’uniforme de la 14ème division des Grenadiers Waffen SS, une unité nazie d’élite qui comprenait également de nombreux ukrainiens ethniques combattant au sein du 1er Galicien.

Montrer des images nazies en Ukraine est illégal mais Dolinsky a déclaré que les autorités chargées de l’application de la loi avaient autorisé les militants à parader dans les principales artères de la municipalité.

Batjuk, 28 ans, membre du parti d’extrême-droite Svoboda, avait qualifié Hitler de « grand homme » et cité une phrase de son livre « Mein Kampf » dans son post publié sur Facebook, a dit Dolinsky. Elle a plus tard affirmé que son compte Facebook avait été piraté et elle a supprimé la

publication mais le site d'information Strana a établi que ce n'était pas la première fois qu'elle postait des imageries nazies sur les réseaux sociaux.

Elle a également publié des photos qui, selon elle, présentaient ses élèves faisant le salut nazi à ses côtés.

Dolinsky a qualifié la vénération de ces soldats SS qui, selon certains historiens, ont participé aux atrocités commises contre les Juifs et contre les Polonais de « profanation scandaleuse de la mémoire des victimes ».

A Odessa, un gros graffiti disant « les Juifs à la mer » a été écrit sur le mur d'entrée d'un hôtel.

« Le facteur commun entre tous ces incidents est l'inaction du gouvernement, ce qui garantit qu'ils continueront à avoir lieu », a commenté Dolinsky. Les-Crises.fr 11.06

### **Un néonazi "homologue" du président de l'Assemblée nationale française.**

Ils se ressemblent tant que cela ? C'est Rugy qui l'a dit.

- De Rugy critiqué pour la réception d'un député ukrainien nationaliste - L'Express.fr

A l'ordre du jour pour François de Rugy ce lundi 11 juin est en effet inscrit un entretien à 10h avec Andriy Parubiy, président de la Rada (parlement ukrainien) depuis 2016. Il a fondé au début des années 1990 le parti social-nationaliste d'Ukraine, appelé par la suite "Liberté" ("Svoboda" en langue originale), réputé d'extrême droite. Ses partisans arborent notamment des symboles wolfsangel, utilisés pendant la Seconde Guerre Mondiale par des unités nazies.

Le député LFI Alexis Corbière a souligné sur twitter le fait que le parti d'extrême-droite Svoboda, créé par Andriy Parubiy, avait été "dénoncé par le Jérusalem Post ou le Centre Simon Wiesenthal". Il s'agit d'un journal israélien et d'une ONG luttant contre le racisme et l'antisémitisme qui ont caractérisé d'"antisémite" le parti ukrainien.

Andriy Parubiy a été élu à partir de 2012 sur les listes plus modérées de l'union panukrainienne "Patrie", un agglomérat de partis faisant bloc pour les élections. Sa principale leader est encore Ioulia Tymochenko. Le groupe politique est considéré de centre-droit à tendance conservatrice.

Invectivé sur les réseaux sociaux suite aux messages des élus de La France Insoumise, François de Rugy a répondu, affirmant qu'il était "normal" de recevoir son homologue "élu à l'issue d'élections libres".

### **Rugy reçoit le président du Parlement ukrainien, des Insoumis critiquent - AFP 11 juin 2018**

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a reçu lundi le président du Parlement ukrainien, Andriï Paroubii, que le chef de file des députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a qualifié de "néonazi antisémite", a-t-on appris de source parlementaire.

"Voilà où mène l'atlantisme forcené", avait aussi tweeté dimanche M. Mélenchon, tandis que sur le même réseau social le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière demandait au titulaire du "perchoir" d'"annuler ce rendez-vous" car "la République française n'a pas à honorer ce violent xénophobe".

En conflit régulier avec ces députés d'extrême gauche, M. de Rugy (LREM) a répondu sur Twitter qu'"il est normal qu'(il) reçoive un homologue, élu à l'issue d'élections libres".

"La diplomatie parlementaire, c'est parler à tous les acteurs d'une crise: je vais ainsi reprendre les contacts avec la Douma de Russie interrompus depuis plusieurs années", a ajouté le locataire de l'Hôtel de Lassay.

A l'issue de la rencontre, la présidence de l'Assemblée a précisé que "les échanges ont notamment porté sur les textes (loi d'amnistie et statut spécial pour le Donbass) que le Parlement ukrainien doit adopter dans le cadre d'une résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine".

"Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ont également été évoquées ainsi que l'accord économique signé avec la France à la fin du mois de mai dernier", a poursuivi la présidence.

En fin de journée, le président du Sénat Gérard Larcher (LR) devait également recevoir M. Paroubii, qui a co-fondé le parti nationaliste ukrainien devenu Svoboda. Observant que "c'est un parlementaire démocratiquement élu d'abord comme parlementaire, ensuite comme président du Parlement par ses pairs", l'entourage de M. Larcher a affirmé que le président de la Rada (Parlement) était "un interlocuteur naturel".

### **- Un anti-sémitisme violent sévit en Ukraine – et le gouvernement reste les bras croisés, par Lev Golinki - Les-Crises.fr 12 juin 2018**

Une vague d'antisémitisme a déferlé sur l'Ukraine. Rien que dans les trois dernières semaines, un leader d'extrême-droite a appelé publiquement à nettoyer l'Ukraine des « zhidi » (insulte équivalente à youpin), un mémorial de l'Holocauste a été incendié à Ternopil, des centaines de personnes ont défilé à travers Lviv en l'honneur d'une unité SS en faisant des saluts nazis, des graffitis « Mort aux youpins » ont été peints dans deux villes, la tombe d'un rabbin célèbre a été vandalisée, un camp de Roms a été attaqué et brûlé à Kiev par des militants d'extrême-droite, et des centaines d'autres ont participé à un concert néo-nazi, exhibant des svastikas et faisant le salut nazi.

Ce déferlement de haine a attiré l'attention du Congrès Juif Mondial, qui a publié une courte vidéo condamnant la montée de l'antisémitisme.

Peu après, le président ukrainien Petro Poroshenko a publié un communiqué de presse affirmant sa détermination à combattre l'antisémitisme. En retour, Ronald Lauder, président du CJM (Congrès Juif Mondial), a remercié Poroshenko pour sa déclaration et s'est déclaré « satisfait ».

Mais nous ne devrions pas pousser tout de suite un soupir de soulagement. Malheureusement, l'enthousiasme du CJM à accepter les paroles de Poroshenko est prématuré. Durant les quatre dernières années de gouvernement de Poroshenko, l'Ukraine a connu une hausse constante de l'antisémitisme, notamment l'apologie des collaborateurs du régime nazi, le vandalisme de sites juifs et les menaces publiques envers les Juifs – et la fréquence des incidents antisémites semble s'accroître.

D'ailleurs, le lendemain de la publication de sa promesse vide par Poroshenko, si chaleureusement accueillie par Lauder, le ministre des affaires étrangères ukrainien a catégoriquement nié la montée de l'antisémitisme en Ukraine. Comment Poroshenko pourrait-il combattre l'antisémitisme quand son propre Ministère des affaires étrangères (sur lequel il a théoriquement autorité) refuse de reconnaître le problème ?

Après que le WJC a salué l'engagement de Poroshenko à combattre l'antisémitisme et d'autres formes de haine, un maire ukrainien a été pris en train de prononcer un discours au vitriol sur les Juifs cherchant à tuer les Gentils ; le consul ukrainien à Hambourg a été suspendu suite à des accusations pour avoir écrit des messages antisémites sur Facebook, y compris imputant aux Juifs la Seconde Guerre mondiale ; la tombe de la fille d'un rabbin vénéré a été profanée pour la

cinquième fois en deux ans ; des voyous d'extrême droite ont pris d'assaut la maison d'un copropriétaire d'une chaîne de télévision ; le gang néonazi C14 a réalisé un autre pogrom contre les Roms, incendiant un campement à Lviv ; et des ultranationalistes affiliés au bataillon néonazi Azov ont mis fin à un événement LGBT parrainé par Amnesty International et Human Rights Watch à Kiev tandis que les autorités refusaient d'agir.

Porochenko est devenu président à la suite du soulèvement sanglant de Maidan de 2013-2014, au cours duquel des Ukrainiens ordinaires sont morts pour le droit de vivre dans une nation occidentale démocratique. Mais au mieux, le gouvernement de Poroshenko a ignoré le problème de l'antisémitisme en son sein ; au pire, il l'a activement encouragé.

### Célébrer les massacres de Juifs

La marche du 28 avril à Lviv, au cours de laquelle un millier de personnes ont honoré le SS Galichina, une division ukrainienne de la Waffen-SS d'Hitler, n'était pas un événement isolé planifié par un groupe marginal. La marche était le point culminant d'une célébration d'une semaine de la SS Galichina promue par le conseil municipal de Lviv. Assez bizarrement, cela comprenait un concours incitant les adolescents à soumettre des dessins de fans sur les SS.

Comment une ville européenne en vient-elle à glorifier une unité SS dont les membres ont prêté un serment personnel de loyauté à Hitler ? Il est alors utile d'avoir une bonne dose de révisionnisme historique. L'année dernière, le directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale – un département officiel du gouvernement de Kiev – a déclaré que les combattants SS Galichina étaient en fait des « victimes de guerre ». Ceci, bien sûr, soulève la question : si les SS étaient des victimes, qu'ont fait les Juifs et d'autres ethnies pour avoir été massacrés ?

La SS Galichina est loin d'être le seul groupe paramilitaire issu de la Seconde Guerre mondiale approuvé par les autorités ukrainiennes modernes. En 2015, le Parlement ukrainien a adopté des lois proclamant l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui a collaboré avec les nazis et a été responsable de la liquidation de milliers de Juifs, et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a procédé au nettoyage ethnique de 70 000 à 100 000 Polonais, ainsi que d'autres ethnies de son propre chef, comme héros de l'Ukraine.

Grâce aux lois de Kiev, ainsi qu'aux campagnes publiques menées par l'Institut de la mémoire nationale (dont le budget en 2018 est d'environ deux millions de dollars), ces bouchers sont aujourd'hui célébrés dans tout le pays.

Il n'est pas surprenant que cette glorification des antisémites par l'Etat s'accompagne souvent de manifestations antisémites. Le 1er janvier 2017, des milliers de personnes ont défilé à Kiev en l'honneur du leader de l'OUN, Stepan Bandera. Des slogans « Jews Out ! » ont résonné dans la foule, mais le lendemain, la police a nié avoir entendu quoi que ce soit d'antisémite. En juin dernier, Lviv a organisé un festival de trois jours en l'honneur du chef de l'UPA Roman Shukhevych, et une synagogue a été incendiée pendant les festivités. En novembre, Radio Free Europe a rapporté avoir vu des saluts nazis alors que 20 000 hommes brandissant des flambeaux défilaient en l'honneur de l'UPA, vandalisant les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

### Vandaliser les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Les vandales antisémites en Ukraine ne se soucient guère d'originalité. Le mémorial de l'Holocauste récemment incendié à Ternopil a été profané à quatre reprises au cours de l'année écoulée. Mais ce n'est qu'un seul mémorial : d'autres sites de l'Holocauste, centres juifs, cimetières, tombes et lieux de culte sont régulièrement vandalisés avec des croix gammées, des runes SS et des insultes.

Le vandalisme généralisé a atteint un point tel que le ministère israélien des Affaires étrangères a pris la mesure inhabituelle d'exiger publiquement que les autorités ukrainiennes commencent à enquêter sur ces agressions. Un appel similaire a été lancé par le directeur du Comité juif ukrainien dans un éditorial du New York Times, qui soulignait l'apathie du gouvernement concernant la protection des sites religieux et des sites de l'Holocauste.

### Menacer publiquement les Juifs

L'incident du 2 mai à Odessa, lorsque Tetiana Soikina, responsable régionale de l'organisation ultranationaliste le Secteur Droit, a promis de se débarrasser des « youpins », survient au milieu d'une série d'appels similaires à la violence de la part de personnalités publiques. En mars 2017, la députée Nadiya Savchenko, autrefois célébrée par les médias occidentaux sous le nom de « Ukrainian Nelson Mandela », a explosé dans une tirade antisémite en direct à la télévision. « Pourquoi personne ne parle de ce que les gens disent... youpins d'aujourd'hui ? » a demandé un interlocuteur. « Bonne question », a répondu Savchenko. « Oui, notre gouvernement a du sang non ukrainien, pour ainsi dire. Que faut-il faire à ce sujet ? Nous devons penser et agir ».

À peine deux mois plus tard, un général des services de sécurité ukrainiens a publié des menaces manifestes, promettant d'exterminer les « zhidi », ce qui a incité la Ligue Anti-Diffamation (ADL) à exiger son éviction par Poroshenko (aucune mesure n'a été prise). Quelques mois plus tard, le responsable régional du parti d'extrême droite Svoboda s'est déchaîné dans un discours antisémite, après que des juifs locaux ont protesté contre le fait qu'une statue de Symon Petliura, un autre « héros » ukrainien responsable des pogroms de masse, ait été érigée. « Habituez-vous à nos règles ou soyez punis », a dit le chef Svoboda, encourageant ses compatriotes ukrainiens à « remettre les minorités à leur place ».

Malheureusement, les fonctionnaires et les dirigeants des partis qui ont fait de telles déclarations l'ont fait en toute impunité. Et, bien que Poroshenko ait promis une réaction « immédiate » des forces de l'ordre aux menaces publiques de Soikina, un porte-parole du ministère ukrainien de l'Intérieur a déclaré que l'appel de Soikina à nettoyer le pays des Juifs n'était pas « intrinsèquement discriminatoire ni un appel à la violence ». Il est fort probable que Soikina, comme les autres, ne subira aucune conséquence pour ses actes.

### Persécution des Roms

L'histoire nous apprend que qui s'attaque aux Roms finit, tôt ou tard, pas s'attaquer aux Juifs.

Une courte vidéo des récents pogroms anti-Roms est glaçante : des voyous cagoulés pourchassent des femmes et des enfants terrifiés au milieu d'une capitale européenne, alors que la fumée noire du tabor (campement) rom en flammes remplit l'arrière-plan. Les femmes appellent une l'aide qui ne vient pas. En fait, lorsque la police, honteuse, a fini par ouvrir une enquête, elle a qualifiée l'affaire de « hooliganisme », ce qui montre l'indifférence choquante avec laquelle les Roms sont considérés.

Mais l'aspect le plus inquiétant ici est qu'il s'agit au moins du quatrième pogrom anti-Roms en Ukraine au cours des deux dernières années.

En septembre 2016, deux douzaines de Roms ont été contraints de fuir un village d'Odessa après que les habitants ont incendié leurs maisons. Le gouverneur d'alors d'Odessa a réagi en louant les actions des villageois, déclarant que le village avait été pendant longtemps un repaire « d'asociaux » et qu'il partageait pleinement les préoccupations de la foule. La seule chose que la police a faite, c'est de garantir un « couloir sûr » pour que les Roms puissent évacuer. En mai 2017, un Rom a été tué lors d'une attaque à Kharkov ; selon des témoins, les autorités locales ont été impliquées

dans la fusillade. Le même mois, un groupe d'hommes a attaqué des familles roms dans une gare de Kiev.

Les récents pogroms anti-roms de Kiev se distinguent cependant par le fait qu'elles ont été revendiquées avec fierté par C14, un gang néo-nazi qui a gagné en influence au cours de l'année écoulée. Les actions de C14 ont conduit Amnesty International à publier une déclaration urgente avertissant que les radicaux « se sentent intouchables... les autorités, le plus souvent, n'agissent pas », et n'importe qui, y compris les Juifs, pourraient être les prochains sur la liste.

Les exemples ci-dessus ne représentent qu'une petite partie du caractère profondément inquiétant de l'antisémitisme et de l'incapacité ainsi que du refus de Poroshenko d'affirmer la primauté du droit. Ils n'incluent pas les attaques généralisées contre les communautés LGBT, ni la façon dont les groupes d'extrême droite perturbent les tribunaux au mépris des forces de l'ordre. Mais ils devraient être suffisants pour démontrer qu'il faudrait être d'une naïveté consternante pour accorder le moindre crédit aux promesses creuses de Poroshenko.

Les Juifs américains devraient absolument se réjouir du caractère démocrate de Poroshenko, mais seulement après que les organisations chargées de surveiller l'antisémitisme mondial auront confirmé que la situation en Ukraine s'améliore, et non le contraire. D'ici là, « la satisfaction » est la dernière chose que ceux qui s'intéressent à l'antisémitisme devraient ressentir à propos de l'Ukraine.

Lev Golinkin est l'auteur de *A Backpack, a Bear, and Eight Crates of Vodka* [Un sac à dos, un ours et huit caisses de vodka, NdT].

Source : Forward, Lev Golinki, le 20 mai 2018.

### **- Symboles et saluts nazis durant une marche des nationalistes ukrainiens, par Cnaan Liphshiz - Les-Crises.fr 12 juin 2018**

La glorification des combattants qui se sont alliés avec les Nazis contre la domination russe a considérablement augmenté après 2013. En 2015, le Parlement ukrainien a voté une loi qui criminalise la négation « de l'héroïsme » de certains de ces alliés de l'Allemagne nazie, qui ont supervisé l'extermination quasi-totale des Juifs de la région.

Source : Jewish Telegraphic Agency, Cnaan Liphshiz, 29-04-2018

### **En complément. Toujours dans le registre totalitarisme.**

- Des «opérations anti-Israël» ont-elles lieu dans les supermarchés ? - Liberation.fr 6 juin 2018

Selon plusieurs médias, une campagne de boycott des produits israéliens serait menée dans certains supermarchés.

A en croire le Figaro, «d'inquiétantes opérations anti-Israël» auraient lieu dans nos supermarchés. L'article, ainsi titré et publié le 4 juin, a été depuis largement repris par la presse, tendance plutôt pro-israélienne mais pas seulement.

«Des Yvelines aux Pyrénées-Atlantiques, des extrémistes veulent imposer à des magasins le retrait de produits israéliens», peut-on lire. Sont cités les cas d'un Carrefour à Chambourcy, dans les Yvelines, un Grand Frais, à Décines, près de Lyon, un Intermarché à Itxassou, dans les Pyrénées-Atlantiques et un Lidl à Drancy.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), de son côté, affirmait dans un communiqué publié le 3 juin recevoir «depuis près de 5 jours, un nombre considérable de protestations émanant d'internautes et clients des magasins Carrefour». L'association, qui parle d'«action discriminatoire», a annoncé le dépôt de plaintes, «non seulement contre les auteurs de ce délit, mais contre tous ceux qui par leur silence et leur soumission se sont pliés au diktat de cette police islamique». Soutenue par le CRIF, elle expliquait s'inquiéter d'une «campagne de boycott».

«C'est pas un problème de juif»

Pourtant, les cas relevés n'en ont pas vraiment l'envergure. A Chambourcy, en effet, une action filmée a été menée et relayée le 1er juin. «Nous mettre des dattes israéliennes sur le stand ramadan, c'est un affront fait aux consommateurs de confession musulmane», affirme l'homme qui filme, et réclame leur retrait. «Hors de question alors qu'ils sont en train de fusiller des Palestiniens à Gaza», poursuit-il, avant d'obtenir gain de cause. A une personne qui lui dit quelque chose qu'on ne distingue pas, il répond : «non mais on s'en fout, c'est pas un problème de juif, c'est un problème d'occupation israélienne».

Le lendemain, le 2 juin, une vidéo tournée au Grand Frais de Décines a également été publiée. On y entend un homme demander le retrait de dattes, toujours, leur origine n'étant pas indiquée. C'est illégal depuis 2015, la Commission européenne ayant demandé aux 28 Etats membres d'indiquer la provenance des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. «Faut faire ça maintenant parce qu'on doit passer à Lidl après, demande l'homme qui filme à un membre du personnel. Demain on repassera, si on doit repasser à chaque fois, on repassera», poursuit-il.

A Itxassou, ce sont des militants d'Aitzana, un mouvement politique «de gauche du Pays basque nord», qui ont enlevé des mandarines d'origines israéliennes. Au Lidl de Drancy, il s'agissait, selon le Figaro, de militants de la France insoumise, «qui font retirer des grenades, des pamplemousses et des avocats». Sauf que la seule opération dont Libération a retrouvé la trace date de janvier 2018 et bien que les militants arborent des étiquettes LFI, le responsable du groupe de Drancy assure que sa section n'a «jamais fait ça».

«Exiger leur retrait dans tous les magasins»

Si le mouvement n'a rien de très organisé, les cas cités relevant d'initiatives plutôt individuelles, deux d'entre eux ont été relayés par le site Europalestine qui félicite par exemple les «militants lyonnais qui sont intervenus à Grand Frais» et encourage : «Ouvrez l'œil... et la bouche aussi pour exiger leur retrait de tous les magasins!»

L'association, qui assure avoir pour but de «dénoncer sans relâche l'occupation des territoires palestiniens qui perdure depuis des décennies et qui menace gravement la paix dans le monde», est décrite comme «antisioniste radicale», par le site Conspiracy Watch, qui traque tweets antisémites, théories négationnistes et complotistes sur internet. Libération, dans un article publié en 2014, la recensait d'ailleurs dans un article sur le nouvel antisémitisme, dans la catégorie «propalestiniens radicaux». On y apprenait en outre que les services de renseignements la caractérisaient comme «particulièrement excitée».

«Par éthique, et puisque ce n'est pas un argument, Olivia Zemor et Nicolas Shahshahani, les deux locomotives d'Europalestine, n'utilisent jamais les morts de leurs familles comme bouclier inhumain. Pourtant, de famille ils n'ont plus, ou presque. Car disparue dans les camps d'extermination nazie», écrivait alors l'association dans un communiqué en guise de contre-attaque.

Il faut également rappeler qu'Europalestine a présenté une liste aux européennes de 2004 avec un certain Dieudonné. L'association a par ailleurs pour habitude de déployer des banderoles appelant «à la séparation du CRIF et de l'Etat», slogan cher à l'extrême droite, comme le rappelait Conspiracy Watch et se laisse tenter, parfois, par des fake news.

### Traquer les étiquettes

Si le squelette idéologique de l'association et de certains de ses membres pose question, difficile pour autant de parler de l'orchestration d'une campagne antisémite. «En faisant nos courses, on regarde, on vérifie que la réglementation est appliquée, explique Olivia Zémor, en référence à la loi sur l'étiquetage. Les gens mènent les actions individuellement mais si un commerçant n'en a rien à faire de la réglementation, il se peut qu'on décide de faire venir un groupe de 3, 5 ou 20 personnes.»

L'association ne se contente pas de traquer les étiquettes, elle applique également les principes du mouvement BDS - pour Boycott, désinvestissement, sanctions - qui, depuis 2005, milite pour le rejet de produits israéliens pour dénoncer la colonisation israélienne. C'est précisément ce que critiquent le CRIF et le BNVCA, qui plaident pour sanctionner le boycott, assimilé à une forme de discrimination. «Ces incidents, qui se multiplient alors que commence la Saison France Israël 2018, sont assimilables à des actes antisémites : à travers Israël, ce sont les Juifs que l'on vise. On a vu que certains, d'ailleurs, ne font pas la différence entre les produits israéliens et kasher...», regrettait ainsi Francis Kalifat. Le mouvement BDS assure de son côté qu'il «ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits», ni même «la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels» mais bien la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans. En 2015, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation d'une douzaine de militants de la campagne BDS pour «provocation à la discrimination nationale, raciale et religieuse». Cette décision avait alors été acclamée par un membre directeur du CRIF comme la preuve du caractère «illégal» d'un tel boycott, quand de nombreuses voix avaient au contraire dénoncé «une atteinte à la liberté d'expression».

Au-delà du débat éthique et juridique, que chacun investira comme il le souhaite, un constat peut être dressé : les opérations anti-Israéliennes n'ont pas pris une ampleur inédite, jusqu'ici en tout cas. «Pendant le ramadan, les dattes des colonies envahissent le marché européen, explique Olivia Zemor. A chaque fois, il y a un mouvement de protestation.» Liberation.fr 6 juin 2018

### Comment conserver le pouvoir par tous les moyens.

Pendant qu'ils nous soûlent avec leurs fake news, on en oublierait presque qu'en la matière, la palme revient à ceux qui nous gouvernent et prétendent représenter "l'intérêt général", les intérêts du "peuple", de la "nation", de la "France" et je ne sais quoi encore, alors qu'en réalité ils représentent ceux de l'oligarchie ou les ennemis de la plèbe.

### **- L'obsession des «fake news» comme prérogative des États par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 24 mai 2018**

Extraits. « Depuis la Seconde Guerre Mondiale, plus de 20 millions de personnes ont été tuées par des attaques américaines », dit le Dr. Mausfeld, Professeur de psychologie allemand. Pourquoi de telles violations extrêmes des droits de l'homme ne provoquent-elles pas un cri d'indignation dans la population? Voici la réponse de Mausfeld : « C'est en raison d'un large éventail de techniques de manipulations et de propagande raffinées, surtout psychologiques ».



Des faits réels sont présentés faussement comme étant des opinions. C'est une stratégie devenue courante aujourd'hui, une sorte de détournement, l'aspect que prend une pratique des « fake news » parfaitement écoeurante !

C'est la propagande dominante qui fomenté et mène aux guerres, et non pas les quelques voix d'opposition. Pourtant ce sont ces quelques voix qui sont accusées et humiliées alors qu'elles s'opposent justement au mal et au malheur que la perversion des Pouvoirs cherche à imposer au monde réel désireux de paix et de bonne entente entre les peuples...

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais aux médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, permettant de remettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou persécutés, combattus, censurés sous toutes les formes. C'est un comble, mais c'est la triste réalité : un inversement de la vérité a été opéré. Le mensonge est devenu la vérité et « la vérité est devenue le mensonge » à éradiquer. Le principe du nazi Goebbels triomphe: « Un mensonge répété suffisamment souvent devient la vérité ». On occide, ce sont les nazis qui ont gagné et l'idéologie fasciste qu'ils nous ont imposée, c'est l'ultra libéralisme qui a façonné l'Union Européenne avec l'aide d'une armée d'occupation qui la menace en permanence et l'entraîne dans ses guerres illégales: celle du quatrième Reich, l'OTAN.

Toute parole dissidente qui ose critiquer cette position pathologique de l'État mafieux, converti corps et âme à la loi du profit pour le profit, en fait sa priorité absolue, au point que tout opposant est aussitôt conduit aux galères, discrédité, persécuté, anéanti, interdit de tout et bâillonné de manière efficace pour qu'il ne puisse plus faire entendre sa voix discordante d'opposant à la dictature du néo colonialisme ultra libéral faisant régner sa loi de domination intolérante et dégénérée pour le seul bonheur des profiteurs d'en haut! La cause des États occidentaux n'est pas celle de leurs peuples, mais celle des banques...

A la tête de cet empire dégénéré qui avance vers sa chute prochaine, à l'image des deux tours jumelles qui se sont effondrées sur elles-mêmes, se trouvent les États-Unis qui ont été en guerre 93% du temps de leur existence depuis leur création en 1776, c'est à dire : 222 des 239 années de leur existence : c'est du délire psychopathologique. La chute de l'empire sera fracassante, comme la chute du World Trade Center a été fracassante, puisque ce sont les USA qui mènent le monde vers sa ruine.

Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque, les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent les rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Au nom de quoi ? L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Évoquer ce pays martyrisé, c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. S'il le faut, les censeurs se cachent derrière la menace de « troubles de l'ordre public ». Sur les plateaux de télévision ou sur les antennes radio c'est la même censure acharnée qui fait rage! L'occident est gravement malade!

Chacun sait déjà parfaitement que dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour asseoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine... Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques uns a mis en péril l'indépendance de la presse dans notre pays, portant ainsi directement atteinte au fonctionnement de notre démocratie, même si elle n'est qu'embryonnaire.

L'organisation de la lutte contre les « fake news » consistait au départ à contrer les analyses critiques accusant l'État profond US d'avoir lui-même organisé les attentats du 11-Septembre, puis

celles accusant les Anglo-Saxons d'avoir planifié les « printemps arabes » et la guerre contre la Syrie. Ces analyses critiques, fortement documentées étaient qualifiées de « conspirationnistes ». Cependant, rapidement les choses évoluèrent au point qu'il n'était plus possible de nier ces analyses. L'organisation de la lutte contre les « fake news » se retourna donc exclusivement contre la Russie qui fut accusée de poursuivre l'ancienne propagande de l'Union soviétique, et que, par conséquent le mal étant dehors et ailleurs, l'OTAN, plus que jamais utile, devait être renforcée avec de nouveaux moyens démultipliés et une plus grande participation financière de l'UE !

En définitive, en avril 2015, l'Union européenne se dota d'un « Groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est » (East Strat Com Task Force). Il adresse chaque semaine à des milliers de journalistes un relevé de la « propagande russe ». À l'évidence, il est difficile pour les spécialistes du ESCTF de trouver des exemples significatifs de l'ingérence russe. En août de la même année, l'OTAN a inauguré son « Centre de communication stratégique » à Riga (Lettonie). L'année suivante, le Département d'État US s'est doté, quant à lui, du « Centre d'engagement global » (Global Engagement Center) qui poursuit les mêmes buts fantasmagiques, brûlant des millions de dollars des contribuables étasuniens pour des fadaises ! Voilà encore un symptôme de plus de la grave maladie de l'Occident sur le déclin.

Tous les systèmes de manipulation de l'information sont éphémères. Le retour de bâton risque d'être toujours violent pour les aventuriers de ces politiques fictions.

Précisons que Macron veut légiférer sur les réseaux sociaux uniquement pour les périodes électorales, car lui-même a été élu grâce au désordre créé par un hebdomadaire et Facebook qui se sont ligüés contre son principal rival : François Fillon!

Il est évident que Macron voit venir le prochain tour et que cette fois, les réseaux sociaux seront utilisés contre lui. Il emboîte donc le pas à l'OTAN et veut ainsi montrer la continuité URSS-Russie en matière de propagande au moment des élections, afin de discréditer toute réelle opposition à l'intérieur même de la France.

Le mensonge a tellement envahi la vie publique qu'il préside même en permanence la parole officielle des États de l'Occident déchu. Ce monde est gravement malade et c'est pourquoi sa chute est annoncée pour bientôt. D'ailleurs la « Coalition atlantiste » qui bombarde allègrement les pays non soumis à la dictature de son délire intolérant, cherche et veut coûte que coûte une troisième guerre mondiale qu'elle prépare activement avec l'énergie d'un désespoir qu'elle a bien du mal à cacher car elle est malade de son mal intime et crève de sa pathologie : son fascisme ultra libéral. Mondialisation.ca, 24 mai 2018

### **Totalitarisme. Otan militaire, politique, économique (UE)... et médiatique.**

- Une loi Fake News, c'est efficace ? - LeParisien.fr 07 juin 2018

Fake News ? « Toute allégation ou imputation d'un fait dépourvue d'éléments vérifiables de nature à la rendre vraisemblable ». Cette définition a été retenue par les députés en commission.

Comment le juge des référés pourra décider en 48 heures ce qui relève ou non d'une fausse information ? Comment le Conseil supérieur de l'audiovisuel jugera qu'une chaîne de télévision est sous l'influence d'un Etat étranger et porte atteinte aux intérêts de la Nation ? LeParisien.fr 07 juin 2018

**Contre les fake news, Facebook allié à un think tank financé par l'Otan ? - Liberation.fr 7 juin 2018**

Le 17 mai, Facebook a annoncé s'être allié à l'Atlantic Council pour lutter contre la désinformation.

L'Atlantic Council est un think tank qui «promeut un leadership et un engagement constructifs en se basant sur le rôle central de la communauté atlantique dans la réponse à apporter aux défis mondiaux». Il a été fondé en 1961 par d'anciens secrétaires d'Etat américains, qui ont décidé de rassembler plusieurs groupes citoyens américains soutenant l'alliance atlantique, donc l'Otan.

Est-il financé par l'Otan et les Etats-Unis ?

L'Atlantic Council se présente comme une «organisation non partisane qui génère des idées et encourage les débats sur les problèmes auxquels est confrontée la communauté atlantique».

Dans la liste des grands donateurs en 2016, on retrouve des entreprises (Engie, Airbus ou HSBC) mais aussi des Etats (les Emirats arabes unis font partie des trois premiers donateurs, qui ont versé plus d'un million de dollars), notamment des pays membres de l'Otan (la Norvège, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis...)

Plusieurs institutions américaines font partie des contributeurs. Le bureau de représentation des Etats-Unis a ainsi donné entre 100 000 et 250 000 dollars, tout comme le secrétariat d'Etat. La Chambre de commerce américaine, l'armée de l'air, l'armée de terre et le corps des marines des Etats-Unis ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars.

Vous vous interrogez sur les liens entre l'Atlantic Council et l'Otan. L'Organisation fait en effet partie des principaux donateurs ayant versé entre 250 000 et un million de dollars au think tank. Liberation.fr 7 juin 2018

### **La médiocratie ne fait pas dans la dentelle.**

- "L'origine nazie du nom de l'Iran" : une nouvelle Fake News de BHL - Les-Crises.fr

### **- Après les Skripal, Arkady Babchenko revient du royaume des morts. - Moon of Alabama 1er juin 2018**

Un éminent journaliste russe qui critiquait le Kremlin a été abattu à Kiev - CNBC

Il y a eu des centaines de titres de ce genre depuis hier, tous accusant directement ou indirectement la Russie, le Kremlin ou Poutine.

Malgré l'absence de preuves de l'implication de la Russie, un syndicat allemand de journalistes, le DJV, a demandé que l'UE boycotte le championnat du monde de football en Russie.

Cela ne se terminera pas bien pour Babchenko, ni pour l'Ukraine. Le Premier ministre ukrainien a officiellement accusé la Russie d'avoir tué ce journaliste. Et on découvre que l'État ukrainien a simulé le meurtre ! Babchenko revient d'entre les morts, prouvant que les accusations contre la Russie étaient fausses. Au moment où les mensonges des services de sécurité ukrainien sur la mort du journaliste sont démentis par les faits, ils prétendent que la Russie a ordonné l'assassinat raté ? Pourquoi croirait-on maintenant un mot de ce qu'ils disent ?

La Russie devrait être satisfaite. Les deux affaires montées contre elle, la mise en scène Skripal et la mise en scène Babchenko, se sont révélées être de la propagande sans aucun fondement contre la Russie.

Le syndicat allemand des « journalistes » a supprimé de son site web son tweet et un éditorial (photo) demandant des sanctions contre la Russie. Demain, il s'attaquera de nouveau à ceux qui disent que leur « journalisme » n'est rien d'autre que de la fausse information et de la propagande.

De plus en plus de gens vont prendre conscience de ces manipulations manifestes. Ils poseront des questions. Les accusateurs habituels devront faire preuve d'une plus grande prudence dans leur propagande. Leurs « assassinats » de propagande finiront par tuer leur propagande. Moon of Alabama 1er juin 2018

### **Faites sauter les banquiers.**

#### **Au paradis des paradis fiscaux, ce ne sera pas demain la veille.**

- Les Suisses votent contre une réforme radicale de la finance - Reuters 11.06

Un plan radical visant à ôter aux banques suisses le droit de création monétaire a été rejeté par les électeurs, a annoncé le Conseil fédéral dimanche.

Les électeurs ont été 75,7% à se prononcer contre l'initiative dite "Monnaie pleine", qui n'a atteint la majorité dans aucun des 26 cantons, a précisé le pouvoir.

En plus d'une majorité simple des électeurs, la proposition devait aussi réunir une majorité des cantons.

Les inquiétudes sur les conséquences pour l'économie de l'introduction d'un système de "monnaie réelle" ("vollgeld") semblent avoir convaincu les Suisses de rejeter l'initiative officiellement intitulée "Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale !"

"Mettre en oeuvre un tel système, qui aurait soulevé tant de questions, aurait été difficilement possible sans provoquer des années d'ennuis", a déclaré le ministre des Finances Ueri Maurer lors d'une conférence de presse.

"Le peuple suisse en général n'aime pas la prise de risque (...) et il n'a vu aucun avantage dans ces propositions. Notre système bancaire fonctionne, les suspicions contre les banques ont été largement éliminées."

La proposition, soumise à votation après avoir obtenu plus de 100.000 signatures, visait à donner à la Banque nationale suisse (BNS), la banque centrale helvétique, le monopole de la création monétaire dans le pays.

Contrairement à une idée reçue, la plupart de l'argent produit électroniquement l'est non par les banques centrales mais par les banques privées afin de pouvoir prêter davantage que les dépôts qu'elles ont dans leurs coffres.

Si l'initiative avait été approuvée, la Suisse, célèbre pour son industrie bancaire, aurait été le premier pays au monde à interdire la création monétaire aux établissements privés, ce qui selon les opposants du plan aurait constitué une dangereuse expérimentation.

Les partisans de la réforme faisaient valoir que le projet rendrait le système financier plus résistant et ferait du franc suisse la monnaie la plus sûre du monde.

La BNS, le Conseil fédéral (gouvernement) et les organisations patronales se sont mobilisés pour le "non".

"Nos arguments contre l'initiative, selon lesquels cela reviendrait à bouleverser tout le système monétaire, ont convaincu le public", a déclaré Herbert Scheidt, président de l'Association suisse des banquiers (ASB).

"Nous sommes contents car cela aurait été une initiative extrêmement dommageable", s'est réjoui de son côté Heinz Karrer, président de l'organisation professionnelle Economiesuisse.

La banque centrale, qui avait mis en garde contre un "cocktail dangereux" pour l'économie suisse, a aussi salué le résultat.

"La BNS peut donc poursuivre aux mêmes conditions que jusqu'ici sa politique monétaire axée sur la stabilité des prix. Maintenir la stabilité des prix contribue largement à la prospérité de notre pays", a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les partisans de la réforme ont annoncé leur intention de poursuivre le combat.

"Le débat ne fait que commencer", a déclaré Raffael Wüthrich, porte-parole de la campagne. "Notre objectif est que la monnaie soit au service du peuple et pas le contraire, et on continuera de travailler pour y parvenir." Reuters 11.06

### **Ni chez Big Brother.**

- Le Congrès américain assouplit la régulation bancaire - lemonde.fr 23.05

"Adopté par 258 voix contre 159, le texte, qui réduit de 38 à 12 le nombre de banques américaines soumises aux règles les plus dures, doit désormais être signé par le président américain." lemonde.fr 23.05

### **Ni en France.**

- Le CAC40 en 2017 : plus de 16 000 filiales, dont 15% dans des paradis fiscaux - multinationales.org 30 mai 2018

Une multinationale, ce n'est pas seulement un nom, une capitalisation boursière et une direction centralisée. C'est aussi un réseau complexe de centaines de filiales, localisées aux quatre coins dans la planète, liées entre elles par des relations financières, juridiques et actionnariales souvent opaques, ouvrant la porte à tous les abus. En 2017, selon les chiffres très partiels publiés par les entreprises elles-mêmes, le CAC40 avait 16 240 filiales dans le monde entier. Soit 247 filiales déclarées en moyenne. Près de 2500 d'entre elles sont localisées dans des pays ou des territoires considérés comme des paradis fiscaux et judiciaires. Nouvel extrait de notre « véritable bilan annuel » des grandes entreprises françaises.

Selon les informations publiées par les entreprises elles-mêmes dans leurs documents de référence ou sur leur site, le CAC40 avait en 2017 au moins 16 240 filiales dans le monde entier. Cela représente une moyenne de 427 filiales par groupe (deux d'entre eux, TechnipFMC et Airbus, n'ayant publié aucune information à ce sujet). À l'évidence, ce chiffre doit être pris comme un minimum, puisque plusieurs entreprises ne déclarent qu'un nombre restreint de filiales (seulement les « principales »). Seules quelques unes publient une liste pléthorique (2348 filiales pour Engie et 2753 pour Vinci, par exemple), et il n'est pas sûr qu'elle soit toujours complète pour autant, comme nous l'avons constaté à propos de Total il y a trois ans.

Sur ces plus de 16 000 filiales, 2469 sont localisées dans des pays ou des territoires identifiés comme des « paradis fiscaux et judiciaires », soit 15,2%. Les firmes qui semblent avoir le plus grosse prédilection pour ces localisations attractives sont Axa, LVMH, Kering, ST et Danone, avec

entre 35 et 22% de filiales concernées. À l'autre bout du classement, on trouve Saint-Gobain, Valeo, Veolia, Vinci et Vivendi, entre 3,5 et 7,7%.

En nombre absolu de filiales dans les paradis fiscaux, le classement est le suivant : Engie (327), LVMH (295), Vinci (212), BNP Paribas (198) et Total (160). Mais ce sont aussi les entreprises qui listent le plus grand nombre de filiales en général.

Que disent vraiment ces chiffres ?

Ces chiffres indicatifs doivent cependant être pris avec beaucoup de précautions. Tout d'abord précisément parce que les listes de filiales publiées sont de taille extrêmement variables selon les entreprises du CAC40, allant de quelques dizaines à plusieurs milliers. Les groupes qui publient des listes plus courtes peuvent en profiter pour « cacher » des filiales aux localisations controversées.

Ensuite en raison de la difficulté même à définir ce qu'est un « paradis fiscal et judiciaire ». Les listes de paradis fiscaux publiées par les gouvernements ou les organisations internationales sont souvent limitées. Nous utilisons ici une liste plus large produite par le Tax Justice Network, un réseau d'ONG dédié à la justice fiscale, qui inclut certes des îles paradisiaques comme les Bermudes ou les Caïmans, mais aussi des pays européens comme le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse, la Belgique ou les Pays-Bas. Autant de pays où les firmes du CAC40 peuvent aussi avoir de vraies activités industrielles, mais qui n'en sont pas moins sur-représentés dans la localisation de leurs filiales.

À l'inverse, certains territoires à l'intérieur d'États plus grands, comme le Delaware aux États-Unis, Dubaï aux Émirats arabes unis ou divers territoires britanniques, peuvent aussi être considérés comme des paradis fiscaux, mais les filiales concernées sont difficiles à identifier comme telles lorsque les entreprises ne donnent qu'une localisation générique.

Enfin, dans le cas des géants du luxe LVMH et Kering, il faut rappeler que leur présence dans les paradis fiscaux tient aussi pour partie à la localisation de leur clientèle...

Informations financières insuffisantes

Bien entendu, le seul nombre de filiales dans les paradis fiscaux, en l'absence de données plus précises sur leurs finances, sur ne se traduit pas automatiquement par un taux d'imposition sur les bénéficiaires moindres que pour d'autres sociétés. Sur les cinq groupes du CAC40 qui déclarent le plus de filiales dans ces territoires, un seul (Axa) figure aussi parmi les cinq groupes qui affichent le taux d'imposition effectif le plus bas en 2017 (14,6% en l'occurrence). Les données relatives au taux d'imposition effectif sont d'ailleurs très variables d'une année sur l'autre et intègrent tant de paramètres qu'il est difficile d'en tirer des conclusions.

Seules les banques sont aujourd'hui soumises à des obligations de transparence suffisantes pour se faire une idée précise de la place des paradis fiscaux dans leur dispositif financier. La dernière étude précise sur ce point a été réalisée par un groupe d'ONG françaises dans le cadre de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires (lire notre article). Elle concluait que les grandes banques françaises réalisent plus d'un tiers de leurs bénéficiaires dans des paradis fiscaux, alors que ces derniers ne représentent qu'un quart de leurs chiffre d'affaires, un cinquième de leurs impôts, et seulement un sixième de leurs employés.

Les paradis fiscaux préférés des multinationales françaises sont en Europe

Le terme même de « paradis fiscal » évoque spontanément l'image d'îles tropicales isolées, comme les Bahamas ou les Bermudes, ou parfois un peu plus proches comme Jersey. Mais la

mécanisme de l'évitement fiscal créée par les multinationales passe aussi et surtout par des pôles financiers (la City de Londres, Singapour, Hong Kong) et par des pays offrant des conditions fiscales avantageuses sur tel ou tel aspect particulier de leur comptabilité : les dividendes ou les redevances liées à la propriété intellectuelle, par exemple. Voire la France pour ce qui concerne la R&D... C'est pourquoi au final les principaux paradis fiscaux utilisés par les multinationales françaises sont européens (lire notre entretien à ce sujet avec Eric Walravens).

Dans un rapport récent, le Basic et Oxfam ont réalisé un décompte détaillé des filiales déclarées par le CAC40 en 2016. Ils ont trouvé 19 filiales aux Bahamas, 12 aux Bermudes et aux Caïmans, 10 au Panama et 22 à Monaco et à Jersey, mais surtout 319 aux Pays-Bas, 232 en Belgique, 167 au Luxembourg, et 137 en Suisse. Cas d'école : la galaxie Engie et les paradis fiscaux

Engie se distingue parmi ses pairs du CAC40 une liste de plus de 2300 filiales, parmi lesquelles on en trouve au moins 327 relevant de paradis fiscaux. Principalement, certes, aux Pays-Bas (133 filiales) et en Belgique (74), deux pays où le groupe est historiquement très présent. Comme pour Total et de nombreux groupes pétroliers, les Pays-Bas sont aussi la localisation de choix pour tous les actifs du groupe en matière d'exploitation d'hydrocarbures (en cours de revente).

Le troisième pays de la liste est le Luxembourg avec 28 filiales. Celles-ci valent aujourd'hui à Engie une « enquête approfondie » de la Commission européenne. La teneur du dossier a été rendue publique début 2017, et suggère qu'Engie pourrait avoir économisé environ 300 millions d'euros d'impôts grâce à deux « rescrits » (ou rulings en anglais), des accords fiscaux particuliers, conclus entre l'entreprise et l'administration fiscale luxembourgeoise. Des conclusions qu'Engie conteste. Selon des révélations du site Les Jours, Engie aurait abrité pas moins de 27 milliards d'euros dans ses filiales du Grand-Duché (lire notre article).

De manière plus exotique, Engie compte également 9 filiales aux îles Caïmans, 7 à Monaco, 6 à Guernesey, 3 au Panama et à Jersey, ou encore 2 à Vanuatu.

Comment expliquer ce nombre extrêmement élevé ? D'abord, apparemment, par l'habitude de créer des dizaines de filiales portant plus ou moins le même nom pour ses projets énergétiques en France et au Brésil, particulièrement dans le domaine de l'éolien et du solaire. Ensuite par l'histoire même du groupe Engie, à l'origine une holding financière, Suez, qui s'est progressivement agrégée des participations dans divers secteurs économiques, jusqu'à se reconstituer en groupe énergétique à travers sa fusion avec Gaz de France.

Aujourd'hui, en plus de ses activités dans l'énergie, le groupe s'occupe également de gestion de prisons et de centres de détention, de stations de sport d'hiver, de textile, de caméras de surveillance, d'espionnage, de services urbains, ou encore dernièrement de gérer l'« Uber du dépannage à domicile ». L'acquisition d'International Power en 2011 a fait hériter le groupe, comme souvent avec le rachat de firmes anglo-saxonnes, de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux. multinationales.org 30 mai 2018

### **S'ils le disent eux-mêmes. Quelques citations à apprendre par coeur.**

- « Les banques créent du crédit. C'est une erreur de croire que le crédit des banques est créé dans toute mesure par le versement d'argent aux banques. Un prêt créé par la banque constitue un ajout significatif au volume d'argent de la communauté. »

Encyclopædia Britannica, 14ème Edition.

- « S'il n'y avait pas de dette dans le système, il n'y aurait aucun argent. »

Marriner S. Eccles, gouverneur et président du CA de la Fed.

- “Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois.”

M.A. Rothschild (1744-1812).

- “Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain.”

Napoléon Bonaparte, Empereur Français (1769-1821).

- “Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise.”

Thomas Jefferson (1743-1826).

- Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.

Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)

- “Le gouvernement devrait créer, émettre, et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs. En adoptant ces principes, les contribuables économiseraient d'immenses sommes d'argent en intérêts. Le privilège de créer et d'émettre de la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité.”

Abraham Lincoln, Président des États-Unis, assassiné (1809-1865).

- “Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent.”

James A. Garfield, Président des États-Unis, assassiné (1831-1881).

- “Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnue comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du Parlement et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois... L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation.”

William Lyon Mackenzie King, Ex-premier ministre du Canada (1874-1950).

- “Les banquiers détiennent la Terre. Si vous souhaitez rester leurs esclaves et payer le coût de votre propre esclavagisme, alors laissez les continuer à créer de l'argent.”

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941).



- "Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin."

Henry Ford (1863-1947).

- "Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941) (Réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque 1920).

- « Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants. »

Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, 1913-1921.

- "Les quelques personnes qui comprennent le système (argent et crédits) seront soit tellement intéressés par les profits qu'il engendre, soit tellement dépendantes des faveurs qu'il conçoit, qu'il n'y aura aucune opposition au sein de cette classe. D'un autre côté, les personnes incapables d'appréhender l'immense avantage retiré du système par le capital porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts."

Rothschild Brothers of London.

- "Le système financier est devenu la Banque centrale américaine (Federal Reserve Board). Cette banque centrale gère un système financier au moyen d'un groupe de purs profiteurs. Ce système est privé et son seul objectif consiste à réaliser les profits les plus énormes possibles en utilisant l'argent des autres. Cette loi (de la Réserve fédérale) démontre la plus grande preuve de confiance au monde. Lorsque le président signe cet acte, il légalise le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire. Les personnes ne s'en rendent peut-être pas compte pour le moment mais le jour du jugement n'est plus qu'à quelques années, le jour du jugement de cet Acte qui représente le pire crime de tous les temps commis au nom de la loi par l'intermédiaire d'un projet de loi."

Charles A. Lindbergh (1902-1974).

- "Chaque fois qu'une banque accorde un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. Ce sont de nouveaux dépôts, de l'argent entièrement nouveau."

Graham F. Towers, Directeur de la banque du Canada de 1934 à 1955.

- « Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système de crédit (monétaire). »

M. Phillip A. Benson, Président de l'association American Bankers' Association, 8 juin 1939.

- "Je n'ai jamais vu personne ayant pu, avec logique et rationalité, justifier que le gouvernement fédéral emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense que le temps viendra où les gens demanderont que cela soit changé. Je pense que le temps viendra dans ce pays où ils viendront nous accuser, vous, moi, et toute personne liée au Congrès, d'être resté assis sans rien faire et d'avoir permis à un système aussi stupide d'être perpétué."

Wright Patman, Membre démocrate du Congrès US, de 1928 à 1976, Président du comité de la Banque et de la Monnaie de 1963 à 1975.

- "Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents."

Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques en 1988.

### Ils osent tout.

- Hollande défend son bilan, exprimant sa "fierté" d'avoir présidé "humainement". - Le HuffPost 7 juin 2018

### Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les hôpitaux de proximité finalement bons pour la santé - Liberation.fr 7 juin 2018

- La psychiatrie publique proche du délabrement - Liberation.fr 7 juin 2018

- Et bientôt la réforme de la formation des profs ? - Liberation.fr 7 juin 2018

- L'OCDE se penche sur la formation des profs - Liberation.fr

- Et si les stations du métro parisien se féminisaient ? - Liberation.fr

- Comment les députés ont complètement mis de côté la sensibilité animale dans leur projet de loi  
- Le HuffPost

---

### ACTUALITE EN TITRES

#### Médiacrasse. Comment tenter de faire oublier comment Macron avait été ridiculisé par Trump à Washington ?

- Emmanuel Macron broie la main de Donald Trump au G7 (et ça se voit) - Franceinfo

#### **Un instant de lucidité inoubliable...parmi d'autres!**

- Macron: "Les choses avancent dans ce G7"- AFP 09.06

**... et quelques heures plus tard :**

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

### Qu'est-ce qu'ils sont cons ces pauvres !

- Mon amie chômeuse est devenue auto-entrepreneuse et c'est encore pire qu'avant - Le HuffPost

- Quand Emmanuel Macron met en scène sa philosophie sociale: "On met un pognon dingue et les pauvres restent pauvres" - Le HuffPost

### Totalitarisme.

#### **Casernement.**

- "Normalement on doit interdire tout ce qui peut nuire à l'ordre public", a déclaré Mme Calmels sur Sud Radio. - AFP 11 juin 2018

(A propos du concert du rappeur Médine prévu au Bataclan. Depuis Collomb envisage son interdiction.)

#### **Appel à la délation.**

- "Signale Un Rat": À Paris, un élu LR lance une campagne contre les rongeurs - Le HuffPost 11 juin 2018

### Crise, crispation, tension, tangage...

- Olivier Faure et ses proches tentent de resserrer les rangs - LeFigaro.fr

- PS : « Je regrette que nous soyons insuffisamment audibles et combatifs » déclare Maurel - Publicsenat.fr

- Européennes: le PS se lance... et se déchire déjà sur l'hypothèse Moscovici - AFP 10.06

- Européennes 2019: les écologistes se disputent encore avant leur mariage avec Benoît Hamon - Le HuffPost 10.06

- "Printemps des Républicains" : les trois épines dans le pied de Laurent Wauquiez pendant ce week-end de "mobilisation" des militants LR - Franceinfo 10.06

- Au sein de LREM, l'unité n'est plus de rigueur - Liberation.fr

- Washington accuse le Canada de "trahison" après le fiasco du G7 - AFP

Les Etats-Unis ont accusé dimanche le Canada de "trahison" au cours du sommet du G7 qui s'est terminé sur un fiasco après la volte-face du président américain Donald Trump qui a menacé ses alliés de droits de douane alourdis. AFP

- Merkel reste opposée aux idées de Macron sur la zone euro - Le HuffPost

- Italie : le ministre de l'Intérieur interdit à un bateau humanitaire de débarquer des migrants dans le pays - Franceinfo

- Malte refuse de recevoir à la demande de l'Italie un navire avec plus de 600 migrants - AFP

- Aquarius: Rome annule une rencontre à Paris et veut des excuses de la France - AFP

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Sommet du G7**

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Des tensions qui tranchent avec "l'unité" affichée lors d'un sommet en Chine réunissant notamment les chefs d'Etat chinois, russe et iranien sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis.

Samedi, Donald Trump a brusquement retiré samedi son soutien au communiqué final du sommet de deux jours à La Malbaie (Québec, est du Canada), malgré le compromis qui avait été forgé de haute lutte sur les questions commerciales.

Sa délégation et lui-même avaient pourtant donné leur aval à ce document en 28 points péniblement négocié par le "Groupe des sept" (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon).

Donald Trump a justifié ce camouflet infligé aux vieux alliés des Etats-Unis par des propos de Justin Trudeau, l'hôte du sommet, lors de sa conférence de presse de clôture.

Le Premier ministre du Canada, pays frappé comme l'Europe et le reste du monde de nouveaux droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium, a redit à cette occasion que ces taxes étaient "insultantes", au regard de l'histoire entre les deux pays. Comme l'Union européenne, il a confirmé des représailles pour juillet.

"Les Canadiens sont polis et raisonnables, mais nous ne nous laisserons pas bousculer", a déclaré le Premier ministre, qui avait auparavant loué le consensus trouvé par les sept sur une série de sujets. Un texte qui ne résolvait pas le conflit en cours, mais qui était salué par tous comme un pas vers la désescalade et le dialogue.

Quelques heures plus tard, piqué au vif par ces paroles, le milliardaire a tweeté, depuis Air Force One, qu'il avait ordonné à ses représentants de retirer le sceau américain du communiqué final.

Il a aussi traité Justin Trudeau de personne "malhonnête et faible"... alors qu'il avait dit la veille que la relation bilatérale n'avait jamais été aussi bonne dans l'histoire des deux pays.

Surtout, Donald Trump a renouvelé sa menace de tarifs sur les voitures européennes et étrangères importées aux Etats-Unis. Un secteur qui pèse bien plus les deux métaux jusqu'à présent frappés.

Les Etats-Unis sont le premier marché étranger pour les marques européennes de voitures.

L'Allemagne est particulièrement inquiète: les automobiles représentent en valeur le quart de ce que le pays exporte vers les Etats-Unis. La part de marché des marques allemandes pour le segment des voitures haut de gamme dépasse 40%, selon la fédération automobile allemande (VDA).

Les droits de douanes actuels sont effectivement différents entre l'UE et les Etats-Unis. L'Europe taxe les importations de voitures hors-UE, donc américaines, de 10%.

Aux Etats-Unis, les Audi, Volkswagen et autres voitures étrangères sont frappées d'une taxe de 2,5%.

"Pas étonnant que l'Allemagne nous vende trois fois plus de voitures que nous en exportons vers elle", a écrit le conseiller pour les questions commerciales de Donald Trump, Peter Navarro, dans une tribune récente dans le New York Times.

Donald Trump s'est souvent plaint, en privé, de voir trop de Mercedes à New York... mais pas assez de voitures américaines dans les rues européennes.

Pour évaluer l'équité des échanges commerciaux avec ses partenaires, le milliardaire se concentre sur une seule question: tel pays a-t-il un excédent ou un déficit commercial avec les Etats-Unis?

Dans le cas de l'Allemagne, il s'agit d'un excédent.

Les dirigeants du G7 avaient quitté La Malbaie lorsque Donald Trump a décidé de déchirer l'accord final du sommet. Dans un premier temps, aucun n'a fait de commentaire.

Parmi les autres sujet de discorde, le G7 a rejeté la proposition de Donald Trump de réintégrer dans le club la Russie, exclue en 2014 en raison de l'annexion de la Crimée, appelant Moscou à cesser de "saper les systèmes démocratiques". AFP 10.06

### **En complément.**

- L'Otan affiche son unité malgré les divergences dues aux décisions de Trump - Reuters 7 juin 2018

Le plan adopté jeudi a pour but de réagir au développement des capacités navales russes, d'accroître la mobilité des troupes en Europe et d'augmenter les effectifs et les moyens opérationnels.

"Il existe des divergences liées à des questions telles que le commerce, l'accord nucléaire iranien et le changement climatique (...), mais nous sommes solidaires au sein de l'Otan quand il s'agit de nous protéger les uns les autres", a souligné Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'organisation.

Sans nier l'existence de "questions controversées", Ursula von der Leyen, ministre allemande de la Défense, a quant à elle jugé l'atmosphère "pleine de confiance".

Son homologue américain, Jim Mattis, s'est montré détendu et souriant, mais n'a pas pris la parole à l'occasion de cette première réunion dans les nouveaux locaux de l'Otan.

D'après les estimations annoncées jeudi par Jens Stoltenberg, les dépenses des Etats européens, de la Turquie et du Canada devraient augmenter de 3,82% en 2018, ce qui porterait la hausse des investissements à 87,3 milliards de dollars depuis 2015. Reuters 7 juin 2018

### **Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)**

- Sommet Chine-Iran-Russie: Xi Jinping prône "l'unité" face aux tensions avec les Etats-Unis - AFP 9 Juin 2018

Le président chinois Xi Jinping a inauguré samedi sous le signe de "l'unité" un sommet réunissant en Chine les chefs d'Etat russe et iranien, sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis et au moment où le G7 affiche les profondes divisions entre Washington et ses alliés.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui outre la Chine et la Russie réunit l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale, a entamé samedi soir son sommet annuel dans la ville côtière de Qingdao (est de la Chine).

Si Téhéran n'a qu'un statut d'observateur au sein de l'OCS, le président iranien Hassan Rohani est présent au sommet de Qingdao: une façon de jauger l'appui russe et chinois à l'accord de 2015.

L'OCS compte actuellement quatre ex-républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan) et deux nouveaux-venus: l'Inde et le Pakistan.

L'OCS ne fait plus profil bas, a déclaré Vladimir Poutine à la télévision chinoise CGTN: "Nous avons pris conscience que nous pouvions faire de grandes choses". AFP 9 Juin 2018

### **Espagne**

- Espagne: Pedro Sanchez annonce un gouvernement pro-européen et majoritairement féminin - AFP 6 juin 2018

Sanchez, 46 ans et sans expérience du pouvoir, a ainsi nommé l'ancien président du parlement européen Josep Borrell aux Affaires Etrangères et la directrice du budget de l'UE Nadia Calviño à l'Economie.

Le socialiste a surtout choisi deux femmes pour diriger son équipe économique qui, selon sa promesse de la semaine dernière, "devra avoir pour priorité principale de respecter les engagements européens" en matière de déficit public.

Au nom de "la stabilité", Sanchez s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat. AFP 6 juin 2018

### **Syrie**

- Moscou: les armes US en Syrie sont majoritairement entre les mains des terroristes International - sputniknews.com 09.06.2018

La majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra\* et de Daech\*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad, a indiqué le ministère russe de la Défense.

L'expansion de Daech\* en Syrie est devenue possible en raison de l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée «coalition internationale», a déclaré le représentant du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

En outre, selon lui, la majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra\* et de Daech\*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad.

«Pendant tout ce temps, Washington était concentré sur le financement et les livraisons directes d'armes coûtant des centaines de millions de dollars à une fictive "opposition syrienne". Cependant, la grande majorité des armes et des munitions fournies par les États-Unis sont tombées entre les mains des terroristes du Front al-Nosra\*, branche syrienne d'Al-Qaïda\*, et de Daech\*, dont les objectifs, par coïncidence avec la politique de Washington, étaient de renverser le gouvernement légitime syrien», a déclaré Igor Konachenkov.

Le représentant du ministère russe de la Défense a rappelé que «l'apparition et la formation de l'organisation terroriste Daech\* en Irak était une conséquence directe et incontestable de l'invasion du pays par les troupes américaines» au prétexte que ce pays, alors dirigé par Saddam Hussein, possédait des armes chimiques ce qui s'est avéré faux.

«L'expansion ultérieure de Daech en Syrie est devenue possible grâce à l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée "coalition internationale". Avec comme résultat que les terroristes de Daech ont rapidement pris le contrôle sur les principales régions pétrolifères de l'est de la Syrie et sur les flux de capitaux provenant de la vente illégale de produits pétroliers», a précisé le ministère russe. sputniknews.com 09.06.2018

## **Jordanie**

- La Jordanie va retirer un projet de loi fiscale après une semaine de protestations - AFP 07.06

Soumises à la pression de la rue, les autorités jordaniennes ont annoncé jeudi le retrait d'un projet de loi fiscale controversé, décision saluée par les syndicats après une semaine de manifestations dans un pays traversé par un profond malaise social. AFP 07.06

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

### **France**

- Grève à Vélib': les premières lettres de licenciement sont arrivées - AFP 11 juin 2018

Plusieurs salariés grévistes de Vélib' ont reçu leur lettre de licenciement de l'opérateur Smovengo, ont annoncé dimanche les syndicats CGT et Sud qui dénoncent une faillite "sociale" en plus d'une "faillite industrielle" du dispositif de vélo en libre-partage à Paris.

Smovengo "vient de franchir une nouvelle étape dans la politique du pire", lit-on dans un communiqué commun qui annonce que plusieurs salariés ont reçu samedi leur "lettre de licenciement pour fait de grève". AFP 11 juin 2018

- D'une courte tête et avec un PS divisé, Paris "condamne les blocages" des universités - AFP 7 juin 2018

Le Conseil de Paris a voté mercredi d'une courte tête, et avec un groupe socialiste très divisé, la condamnation des blocages des universités proposée par des élus macronistes, suscitant la colère notamment des communistes.

La maire de Paris Anne Hidalgo "condamne les blocages des universités et des centres d'examen", indique le voeu déposé par le groupe macroniste ex-PS dirigé par le sénateur La République en Marche Julien Bargeton, ancien adjoint PS aux Finances. AFP 7 juin 2018

## **Grèce**

- Nouvelle série de réformes présentées au Parlement grec - Reuters 9 juin 2018

Le gouvernement grec a présenté vendredi au Parlement de nouveaux projets de réformes du secteur de l'énergie, des retraites et du code du travail, dont dépend le déblocage de l'ultime tranche du plan international de sauvetage financier.

Les projets présentés vendredi visent notamment à accélérer les privatisations dans le secteur de l'énergie, à réduire le coût des retraites et à réformer le code du travail notamment en matière d'arbitrage des litiges entre employeurs et salariés. Ils devraient être voté dans le courant de la semaine prochaine. Reuters 9 juin 2018

## **Etats-Unis**

- L'espérance de vie continue de diminuer aux Etats-Unis - ladepeche.fr 08.02.2018

C'est un phénomène pour le moins alarmant que pointent du doigt des chercheurs américains. Pour la troisième année consécutive, l'espérance de vie aux Etats-Unis recule. La consommation de drogues (notamment des opiacées), d'alcool et les suicides contribuent à cette baisse inquiétante.

Du jamais vu. L'espérance de vie aux États-Unis continue de baisser. En 1960, les Américains avaient une espérance de vie plus élevée (de plus de 2 ans) que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans les années 80, ils ont commencé à perdre du terrain passant sous la moyenne. Aujourd'hui, cette espérance de vie est inférieure d'un an et demi ! Ainsi au classement mondial, les Etats-Unis pointent à la 35e place. A titre de comparaison, un enfant qui y naîtrait aujourd'hui pourrait espérer vivre 79 ans, contre 82 ans en France.

Un récent rapport des Centers for Disease Control and Prevention (principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique) montre que le pays de l'Oncle Sam accumule les retards en matière de soins (grossesses adolescentes, VIH/SIDA, obésité, diabète, maladies cardiovasculaires...).

C'est l'une des explications de cette perte de vitesse. Mais ce n'est pas tout. Des chercheurs de l'Université de Virginie, dans le British Medical Journal (BMJ) avancent d'autres arguments. « Les Américains continuent d'adopter des comportements à risque (obésité, toxicomanie et possession d'armes à feu), vivent dans des villes conçues pour les voitures plutôt que pour les piétons ou les cyclistes, connaissent peu de soutien social et manquent d'une couverture universelle. »

Les auteurs délivrent ainsi des statistiques préoccupantes : entre 2000 et 2014, le taux de surdoses mortelles de drogue a augmenté de 137%. Et rien qu'en 2015, plus de 64 000 Américains sont morts d'une overdose (deux décès sur trois impliquaient des opiacés).



Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24%, touchant de manière « disproportionnée » les Américains blancs âgés de 25 à 59 ans, ceux ayant un niveau d'éducation limité et les femmes. En cause, la perte de vitesse de l'économie locale, l'isolement social...

Pour les chercheurs, « les États-Unis sont un pays riche mais cette richesse n'est pas inclusive. Ceux qui en auraient besoin ont un accès limité aux services sociaux, à la santé, à la prévention... » Et de conclure, « les récentes lois intensifient le fardeau économique sur la classe moyenne et affaiblissent l'accès aux programmes de soins ». ladepeche.fr 08.02.2018

---

## **ECONOMIE**

### **Mode de production**

- Voilà le classement des pays les plus robotisés au monde. - Atlantico.fr 9 juin 2018

Les pays les plus robotisés sont également ceux où le taux de chômage est au plus bas (Corée du Sud, Allemagne, Singapour...). La robotisation ne serait-elle pas si destructrice d'emplois qu'on ne le craint ?

La Corée du Sud est le pays le plus robotisé au monde, avec 631 robots industriels pour 10 000 employés Viennent ensuite dans l'ordre :

- 2-Singapour
- 3-Allemagne
- 4-Japon
- 5-Suède
- 6-Danemark
- 7-USA
- 8-Italie
- 9-Belgique
- 10-Taiwan. Atlantico.fr 9 juin 2018

### **Argentine**

- L'Argentine obtient l'aide du FMI en échange d'une cure d'austérité - AFP 07.06

Pour consolider son économie fragile, l'Argentine s'est tournée vers le Fonds monétaire international (FMI) qui lui a accordé un prêt de 50 milliards de dollars, en échange d'un engagement à de profondes réformes pour limiter les dépenses de l'Etat. AFP 6 juin 2018